

# Enquête auprès de migrants marocains expulsés d'Italie

## Abstract

The reception given by the family varies. It's not the same, and depends on the people and the moment in time. The immediate reaction at the time of return is that of relief at seeing their son alive, as there are a lot of stories going around the disappearance of migrants. From this point of view, the reactions of mothers are more marked compared to those of fathers, even more when, if the parents are separated, the migrant chooses to go back to the mother first. After a generally short period of time, recriminations and reproach towards the migrant for having failed to continue his migratory project, and for having wasted the precious economic resources his family invested in his leaving, and for having brought shame on the family because of his being put in prison and expelled.

The real reasons for the return of the emigrant are rarely divulged, and it's not certain that they correspond to those declared to us during the interviews, except to their own immediate family. In this way, six of the migrants interviewed claimed they had said nothing to no-one, not even to their own family. Twenty six migrants declared they had made the reasons for repatriation public, but out of these, twenty four had only told their immediate family. This confession can be justified by the fact that, having to stay for a long time in Morocco – without resources and often without work – the migrant is, at least, obliged to reveal the reasons why he cannot go back to Italy to his own family.

**Mehdi Lahlou**

**Bahija Moubchir**

**Kamal Saïdi**

**Saïd El Maataoui**

## I. Cadre et déroulement de l'enquête

L'enquête, dont les principaux résultats sont présentés dans ce texte, fait partie d'un projet plus vaste, intitulé Projet ALNIMA (pour Albanie, Nigeria, Maroc), mené par l'institut de recherche italien, Centro Studi di Politica Internazionale (CEsPI), entre 2003 et 2005. L'objectif visé par ce projet consistait à cerner la situation des migrants de ces trois pays, qui ont été expulsés d'Italie au cours des dernières années à la suite d'une condamnation par la justice italienne, ou même après une arrestation par la police, en relation avec une simple contravention ou un délit mineur.

La partie marocaine du projet ALNIMA a consisté en une enquête de terrain, qui a été menée entre les mois d'avril et de mai 2004 et qui a concerné un échantillon, pris au hasard, de 42 migrants marocains expulsés d'Italie

à la suite de condamnations privatives de liberté ou de conduite à un poste de police à la suite d'une rixe ou d'une hospitalisation sans présentation de documents de séjour en Italie.

Les difficultés liées à la détermination de l'échantillon ont été de plusieurs ordres, dont l'impossibilité d'avoir des données chiffrées sur les populations concernées, aussi bien au départ de la région retenue qu'en Italie (population migrante, population expulsée) et, surtout, la difficulté d'identifier les personnes rentrées au Maroc à la suite d'une expulsion ou, encore, celle de pouvoir les inviter à parler de leurs situations individuelles et à expliciter les vraies raisons de leur retour dans leurs régions respectives.

Ces difficultés expliquent le nombre relativement réduit de personnes interrogées, alors même qu'il apparaît que, entre 2002 et 2004, chaque avion de retour à Casablanca d'un aéroport italien transportait en moyenne entre 2 et 6 migrants expulsés par les autorités de Rome.

En outre, dans 10 cas sur les 42 migrants expulsés identifiés, il n'a été possible d'obtenir des réponses qu'à une partie des questions, alors que certaines réponses ont semblé soit fantaisistes soit invraisemblables. Les questionnaires liés à ces cas n'ont été exploités que de manière qualitative et pour les réponses qui ne portent pas à doute. Il est apparu, par ailleurs, qu'entre 4 et 6 migrants (dont les questionnaires n'ont pas été retenus) étaient dans des situations psychologiques et de trouble mental faisant perdre toute cohérence à leurs réponses.

Autrement, 32 questionnaires portant sur autant d'entretiens ont été complètement exploités. Ceux-ci ont été menés auprès de migrants rencontrés dans les villes de Khouribga, Oued Zem et F'kih Ben Salah et aussi de membres de leurs familles (3 mamans). Dans ces trois derniers cas, il s'agit de fiches indépendantes portant des renseignements et des appréciations générales, familiales et socio-économiques utiles pour mieux comprendre la démarche migratoire des jeunes de la région, ses déterminants et ses effets sur la famille et la collectivité.

Très souvent, aussi, surtout au début de l'enquête, les migrants interviewés n'étaient pas tout à fait à l'aise pour répondre, pensant que l'enquête pouvait être exploitée par les autorités (de police) marocaines ou italiennes. Un climat de relative confiance ne s'est instauré qu'après les premiers entretiens. Et également après que les migrants interrogés eurent été informés qu'une telle étude avait aussi pour objectif de les aider à se réinsérer au Maroc. Evidemment, lorsque cette annonce a été faite, elle a permis de faciliter les contacts ultérieurs, mais a aussi entraîné le fait que d'innombrables personnes, pensant à un recrutement ou à une opération aidant au départ vers l'Italie, ont contacté d'elles-mêmes l'équipe chargée de l'enquête (à ce sujet, celle-ci a notamment été contactée par un père qui voulait envoyer en Italie 2 de ses fils et un autre – qui gérait une société d'ambulances – qui cherchait à faire partir ses cinq enfants vers le même pays).

Lors d'une autre phase de l'enquête, de nombreux "migrants", dont beaucoup n'étaient pas des refoulés mais qui espéraient une aide pour partir en Italie ou un soutien financier quelconque pour réaliser un projet ou trouver un emploi au Maroc, ont voulu répondre au questionnaire.

Les entretiens ne pouvaient être menés qu'individuellement, dans un lieu choisi par le migrant lui-même, la plupart du temps à la terrasse d'un café.

Tous les migrants qui ont accepté de répondre au questionnaire, à l'exception de la dizaine signalée ci-haut, et dont il a été estimé qu'ils répondent au profil de l'étude, l'ont fait jusqu'à la fin de tous les items prévus par le guide d'entretien, en répondant notamment aux questions les plus "dérangeantes" sur le plan personnel (principalement celles qui sont en relation avec les motifs d'arrestation/condamnation en Italie, puis avec les conditions de retour au Maroc). En cas de gêne suite à une question, celle-ci était laissée de côté pour passer à la suivante. Les questions les plus gênantes n'étaient cependant pas les mêmes pour tous.

Les items retenus dans le questionnaire administré pour l'occasion portaient, notamment, sur la situation socio-économique de la famille du migrant, sur sa situation propre (sexe, âge, niveau d'éducation, emploi, revenus, etc.), sur la formation du projet migratoire et les conditions de son déroulement, sur la vie en Italie de la personne interviewée (ville de résidence, emploi, salaire, conditions générales de vie, etc.), sur les raisons de son arrestation, de détention puis d'expulsion, sur les conditions d'accueil et de vie après le retour au Maroc et, enfin, sur les projets d'avenir du migrant (autres tentatives migratoires, volonté de rester et de travailler au Maroc, dans quelles conditions, etc.).

## **II. Principaux résultats de l'enquête**

### **1. Famille et situation des émigrés avant leur départ du Maroc**

Les familles des migrants sont de milieu moyen ou pauvre. Elles disposent de revenus plutôt faibles, très souvent précaires. C'est, dans beaucoup de cas, des agents de l'Office chérifien des phosphates (OCP) – anciennement principal employeur dans la région – dont certains sont arrivés à la retraite ou des personnels de l'Education nationale ou des artisans, maçons et autres tauliers.

Ce sont aussi des familles relativement nombreuses, composées de 5 à 7 personnes en moyenne, avec, dans un cas, une famille de 9 enfants et, dans un autre, une famille de 11 enfants.

Les migrants eux-mêmes sont âgés en moyenne de 32 ans. Le plus jeune a 21 ans et le plus âgé en a 44. Certains sont partis en Italie à l'âge de 14-15 ans.

## 2. Niveau scolaire au moment de la migration

Le niveau scolaire des migrants au moment de la migration se situe entre une situation d'analphabétisme et l'enseignement supérieur, selon la stratification suivante :

### Niveau scolaire au moment de la migration

- 1 migrant : licencié en lettres, a poursuivi ses études en Italie et y a obtenu une maîtrise en italien.
- 2 migrants : niveau université, faculté de droit.
- 2 migrants : niveau bac plus 2 années de formation professionnelle
- 1 migrant : niveau bac.
- 19 migrants : niveau collège et lycée, dont 5 sortis de la 7<sup>e</sup> année du lycée.
- 4 migrants : niveau enseignement primaire.
- 3 migrants : sans instruction – dont une migrante qui n'est jamais allé à l'école.

La population en question dispose donc d'un niveau éducatif supérieur à la moyenne nationale, puisque le pourcentage d'illettrés parmi elle est inférieur à 10 %, alors qu'il est de près de 50 % dans l'ensemble de la population adulte marocaine.

Au demeurant, une grande partie (14 migrants sur 32 dont nous avons retenu le questionnaire) des migrants refoulés interrogés ont émigré en quittant directement l'école, ce qui signifie que le projet migratoire est entretenu au sein-même du système éducatif et apparaît dès l'origine comme préférable à un diplôme et aux emplois éventuels que celui-ci permettrait d'occuper au Maroc. De la sorte, le milieu scolaire apparaît (tout au moins dans la région ciblée) comme un cadre propice à l'échange d'informations sur les pays – en l'occurrence ici l'Italie – où migrer, sur les moyens d'y arriver et aussi sur les “retombées rapidement positives” de la migration.

Le projet ainsi formulé est d'autant plus aisé à mener jusqu'à son terme que les conditions offertes par l'école (au moment de la scolarisation) ne sont pas très attractives, que le rendement de l'école – en terme de possibilités d'emploi une fois le diplôme obtenu – n'est pas très évident pour une bonne partie de la société (l'école, notamment dans les zones déshéritées et chez les populations pauvres ou moyennes, n'est plus considérée comme un facteur d'ascension sociale) et que les familles sont complètement absentes s'agissant du suivi de leurs enfants à l'école.

8 migrants ont dit avoir été commerçants au moment de leur départ ; 6 ont dit avoir été salariés ou manœuvres ; un migrant était marin et, enfin, 3 étaient en situation de chômage.

La quasi-totalité des migrants, non mariés, vivaient encore chez leurs familles avant leur migration. Un des refoulés (celui qui a obtenu une maîtrise d'italien après avoir émigré) a dit s'être marié en Italie et y a laissé son épouse et trois enfants et 4 autres ont parlé de projet de mariage en Italie sans que cela ne se soit concrétisé. Deux migrants se sont mariés à leur retour (un ambulancier et un plâtrier), mais la plupart ne pensent pas au mariage vu leur situation de chômage, de précarité de ressources et de difficulté de réinsertion dans leur famille et leur milieu social après le refoulement.

### 3. Objectifs/projets attendus de la migration

A la question de savoir les motifs de leur départ du Maroc, 20 émigrés ont répondu qu'ils étaient partis du Maroc pour rechercher un emploi. Or, comme seulement 3 migrants parmi notre échantillon étaient des chômeurs avant leur première migration, par recherche d'emploi il faut comprendre plutôt un emploi plus rémunérateur et, dans le cas du migrant du niveau de la licence, un emploi plus conforme à ses capacités. Dans 20 cas l'objectif du migrant était "d'améliorer sa situation" et dans deux cas "d'aider sa famille".

Quant aux raisons du choix de l'Italie comme pays d'immigration, 17 migrants ont déclaré avoir des frères et/ou des parents dans ce pays – dans 3 cas, il s'agissait de plus de 3 frères et dans 2 cas des frères et du père.

Dans 4 cas l'Italie a été choisie parce qu'il était possible d'y aller sans papiers (visa et carte de travail) ou parce que les contrôles à ses frontières étaient considérés comme moins sévères qu'ailleurs (en France ou en Allemagne, avant l'instauration du visa Schengen). Le reste des réponses obtenues à cette question présente (dans un cas) l'Italie comme un pays "populaire" (en arabe dialectal "chââbi", c'est-à-dire plus accessible et où il est plus facile de travailler même sans diplôme, contrairement à la France, l'Allemagne ou l'Amérique du Nord) ou comme un pays "populaire" et pas raciste, ou comme un pays à la mode – migratoire – dont tout le monde parle et, enfin, comme un pays où on aide les handicapés.

Dans 2 cas, le départ en Italie a été construit sur "des histoires de migrants", dans un cas parce que "l'Italie, c'est bien", et dans un autre parce que "tout le monde peut y réussir".

Et de fait, une approche terrain de la réalité des villes où l'enquête a été menée (comme de nombreuses régions marocaines s'agissant de la question de l'émigration) indique que plusieurs facteurs peuvent être retenus à ce propos : il s'agit en premier de la très forte attractivité de l'Italie, qui s'exerce dans toute la région, à travers les frères (et sœurs), cousins et autres parents ou amis, revenant au Maroc chaque été, dans de grandes et belles voitures (avec lesquelles tout devient accessible, y compris les "conquêtes féminines"), avec beaucoup de cadeaux à l'ensemble de la famille, en plus des transferts annuels ; de la volonté de s'enrichir très vite à partir de la croyance profonde qu'un tel enrichissement est possible en Italie ; de l'idée

aussi qu'il est facile de gagner de l'argent en s'adonnant, sans trop de risques, à des activités illégales, comme le trafic de drogues ou le vol de voitures. L'âge des migrants et le relâchement de leurs attaches familiales et sociales constituant, par ailleurs, des facteurs de prise de risques importants.

#### **4. Conditions et coût du voyage lors de la migration**

Le départ du Maroc est généralement effectué, surtout depuis le début des années 90, avec de faux papiers (faux passeports, faux visas, faux contrats de travail). Pour cela, des intermédiaires sont partout connus de tous les migrants potentiels, et lorsque le voyage ne réussit pas, les montants avancés par le migrant sont perdus, mais il pourra bénéficier lors d'une autre tentative de "réductions". Le voyage dure assez longtemps, par des chemins très divers. Le plus court, le plus simple et le moins cher consiste à partir en avion. Là, les faux papiers ressemblent à de vrais, ou alors il a été possible de les obtenir par l'entremise de parents/amis déjà installés en Italie. Autrement, les départs se font par bateau via l'Espagne, ou par "patera" (petite barque, sans moteur ou avec moteur à puissance réduite), de façon clandestine à partir de la côte nord-méditerranéenne marocaine.

D'autres possibilités consistent à prendre le bus jusqu'à la frontière maroco-algérienne, puis à embarquer à partir d'Oran ou à continuer la route jusqu'en Tunisie, pour accéder en Italie à travers la filière tunisienne, ou encore, à prendre l'avion jusqu'à Istanbul, puis de là se diriger vers l'Europe occidentale pour atteindre enfin l'Italie.

Voyage et faux papiers coûtent en moyenne entre 20 000 et 40 000 dirhams, réunis très généralement avec le soutien, soit sous forme de dons ou de prêt, de la famille ou d'amis. A ce sujet, il n'a pas été fait mention d'éventuels "employeurs" ou de médiateurs italiens, mais il n'est pas impossible que ceux-ci aient été considérés (et présentés) comme faisant partie des amis.

#### **5. Coût estimé de la migration**

Le coût moyen (comprenant la mise à disposition de documents/passeports, visas, cartes de travail et les frais de voyage) engagé par les migrants pour partir du Maroc et qui a été calculé à partir des réponses obtenues pour cet item s'élève à 24 500 Dh (soit 2 fois le revenu annuel moyen par habitant au Maroc en 2003 et près de 14 fois le SMIG).

Treize migrants ont déclaré avoir dépensé 20 000 Dh et plus, dont cinq, 50 000 Dh et plus, alors qu'une migrante a dépensé 70 000 Dh (prêtés par un "ami" de la famille et représentant les frais de voyage en voiture).

Deux migrants, après avoir été refoulés une première fois, sont repartis en Italie.

Le coût du 2<sup>e</sup> départ est plus élevé que celui du premier. Dans un cas, ce coût a été de 20 000 Dh la première fois et de 30 000 Dh la seconde, dans le 2<sup>e</sup> cas, le coût du voyage est passé de 30 000 à 50 000 Dh.

Cela montre une volonté plus forte de repartir et la disponibilité pour prendre, en conséquence, des risques plus importants et de supporter un coût plus élevé. En fait, il a été relevé que plus les conditions de voyage sont risquées, plus le voyage est long et plus il est coûteux. A l'inverse, un départ en avion comme simple voyageur, par vol direct vers l'Italie, revient le moins cher (5 000 Dh et moins).

Six migrants ont dit avoir couvert leurs frais de voyage avec des fonds propres, deux en recourant à des prêts (notamment la migrante pour laquelle le coût s'est élevé à 70 000 Dh, ce qui correspond à un vrai investissement), deux en combinant des emprunts et une aide de la famille. Le reste des migrants ont recouru à des dons de leurs parents et, dans beaucoup de cas, de leurs mères, ce qui signifie un très fort engagement des parents et de la famille dans le projet migratoire de leurs enfants, pour les voir "s'en sortir eux-mêmes" et pour qu'ils en reçoivent une aide leur permettant d'améliorer leur situation matérielle, par des transferts de revenus ultérieurs en leur faveur.

La famille est très souvent au courant du projet migratoire de son enfant et parfois même elle semble en être à l'origine, tellement la réussite d'un tel projet est devenue synonyme de réussite sociale.

En général, aussi, les familles viennent de s'installer tout récemment en ville, en provenance des campagnes avoisinantes. Le niveau d'éducation, aussi bien de la mère que du père, est très bas.

Cela contribue, avec le faible niveau des ressources financières de la famille, à un rapide relâchement de l'autorité des parents sur leurs enfants, à la perte de repères par rapport à un ensemble de valeurs sociales et individuelles fondées sur l'attachement à la terre, le travail et la nécessité de l'effort pour répondre à ses besoins.

De telles dispositions socio-familiales, éducatives et culturelles seront un handicap important lors de l'arrivée/installation dans le pays européen d'accueil, en l'occurrence ici l'Italie.

La sensation de liberté au Maroc (c'est-à-dire cette possibilité de faire beaucoup de choses dans l'impunité, comme ne pas respecter le code de la route ou faire du tapage nocturne, par exemple), hormis tout ce qui se rattache au domaine politique et le fait pour un enfant de passer le plus clair de son temps à l'extérieur de la maison, notamment en raison du manque d'espace qu'il y ressent, vont avoir des effets multiplicateurs dans le pays d'accueil. Là, le migrant aura en plus l'impression que l'Etat est moins présent, parce qu'il y verra moins de policiers dans la rue. Par ailleurs, l'abondance des richesses (l'étalage des biens dans les supermarchés et ailleurs) et l'impression qu'il n'existe pas de limites aux libertés individuelles, des mœurs notamment, accroissent les tentations.

Un autre facteur pouvant également jouer est celui qui consisterait pour le migrant à agir en procédant dans son esprit à une espèce de revanche sur lui-même, sur son pays de départ (qui ne lui doit rien, puisqu'il ne lui

a rien donné) et sur le pays d'accueil (trop riche par rapport au sien et aussi, peut-être, de religion différente – mais là, une investigation plus poussée serait utile).

Cependant, cette “revanche” ne va pas – pour les 10 migrants à qui la question a été posée – jusqu'à considérer l'Italie comme une *Dar el Harb*, où il serait *halal* de combattre au nom de l'Islam. La question posée à ce sujet est apparue comme incongrue (ou une question-piège). Bien au contraire, l'Italie ayant été considérée par beaucoup comme un pays “populaire”, “non raciste et accessible”, ne pouvait constituer pour ceux qui ont été interrogés à l'occasion de cette recherche “une cible”. Pour certains migrants, beaucoup d'Italiens ont un comportement “meilleur” que celui de “beaucoup de musulmans”.

Cela n'empêche pas de méditer les deux réactions extrêmes présentées ci-après :

Pour l'un des migrants condamné et expulsé pour vol :

« Le vol est *halal* pour manger, lorsqu'on n'a pas de quoi manger. C'est aussi une réaction parce que les Italiens n'aiment pas les Arabes et les musulmans. Ils sont racistes. Mais le terrorisme n'est pas bien, n'est pas bon. Ce n'est pas une bonne solution. On n'a pas le droit de tuer des gens qui vous ont reçu. »

Pour un autre migrant expulsé pour le même motif :

« Le vol et/ou le trafic de drogue représentent une espèce de revanche contre les réactions racistes, l'exclusion et l'exploitation subies auprès des Italiens. »

## 6. Secteurs d'activité et emploi en Italie des migrants refoulés

La plupart des migrants interrogés ont exercé au moins 2 activités, avec un passage entre les secteurs les plus divers, mais qui n'en représentent pas moins le bas de l'échelle de la hiérarchie des emplois dans un pays aujourd'hui développé : il s'agit notamment de l'agriculture, de la mécanique, de la construction, du commerce ambulant et des services...

Les réponses obtenues à cette question se présentent comme suit :

- 10 migrants ont exercé en construction/peinture ;
- 8 migrants ont déclaré avoir eu un emploi en soudure/mécanique ;
- 6 migrants en commerce, essentiellement commerce ambulant ;
- 5 migrants en agriculture ;
- 2 migrants en hôtellerie/restauration ;
- 2 migrants ont dit avoir travaillé en usine (textile/aciérie) ;
- 1 migrant en gardiennage ;



- 1 migrant en déménagement ;
- et 5 migrants ont dit avoir exercé des emplois qu'ils n'ont pas pu identifier. La jeune migrante, notamment, a dit avoir été employée sporadiquement comme domestique.

## 7. Transferts au Maroc

A la question portant sur les transferts qu'ils auraient effectués vers le Maroc, 4 migrants/refoulés ont déclaré n'y avoir jamais procédé, dans 2 cas pour n'avoir jamais disposé de ressources suffisantes. Un de ces migrants était parti en Italie en 1994, deux en 1998 et le dernier en 2001.

Quatre migrants ont déclaré avoir effectué des transferts de façon continue lors de leur présence en Italie. Ces transferts, effectués par la poste pour "aider la famille", ont été de 1 500 à 2 500 Dh/mois pour un migrant installé en Italie depuis 1993, de 2 000 à 2 500 Dh/mois et de 3 000 à 4 000 Dh/mois pour deux migrants installés dans ce pays également depuis 1993 et de 40 000 Dh tous les six mois pour un migrant parti du Maroc en 1990. De la sorte, les transferts d'Italie paraissent être les plus réguliers et les plus importants pour les migrants partis plutôt au début des années 90.

Seize migrants ont déclaré avoir effectué des transferts de façon sporadique, soit par la poste ou en recourant à des amis (dans 9 cas), soit par le biais de la société de services financiers *Western Union* et d'amis (dans 3 cas).

Un migrant a dit avoir transféré 1 million de Dh en recourant à son frère, pour un financer un projet, mais il n'a pas récupéré son financement.

Un autre migrant a dit avoir transféré 200 000 Dh, et un autre a déclaré avoir transféré 90 000 Dh pour construire une maison (qu'il a récupérée en ce qui le concerne – voir par ailleurs).

## 8. Conditions d'arrestation, de détention, d'expulsion et de retour au Maroc

La plupart des migrants interrogés semblent avoir été très surpris de leur condamnation / incarcération suivie de leur expulsion d'Italie, même si certains ont déclaré avoir mérité d'être arrêtés et poursuivis par la justice.

Certains (2 migrants en l'occurrence) ont dit que la prison leur a "ouvert" les yeux, ce qui signifie, dans la perception marocaine, les a rendus conscients de certaines choses, notamment du fait qu'ils étaient fréquemment en marge de la loi. Mais beaucoup n'ont pas été davantage choqués que cela d'avoir "fait de la prison".

Quasiment tous ont relaté ne pas avoir subi de violence ou de mauvais traitements en prison. La même chose est revenue quant à leur expulsion vers le Maroc, même si celle-ci fut exécutée avec beaucoup de fermeté, très souvent avec des policiers italiens qui accompagnent les migrants jusqu'à Casablanca.

De même, pratiquement aucun migrant n'a fait part de violences ou de mauvais traitements de la part de policiers marocains à son arrivée au Maroc. La règle semble être un transfert au commissariat central de Casablanca d'où le migrant ressort après un bref passage/interrogatoire de quelques heures et, parfois, de 1, 2 ou 3 jours, surtout lorsque l'arrivée au commissariat se passe un vendredi soir ou un samedi.

## 9. Conditions et motifs de l'arrestation des refoulés

Pour 5 migrants, les conditions d'arrestation et de poursuite ont été très dures, parfois violentes.

Pour 21 autres, ces conditions ont été correctes, normales selon certains. La normalité signifiant ici soit que cela était mérité soit ce que le migrant croit être courant dans ce type de circonstances, puisque c'est ainsi que d'autres migrants qui ont déjà connu une arrestation ont pu en parler.

Les motifs des arrestations et de la détention ont été, dans un ordre décroissant, pour 26 répondants à cette question, les suivants :

- dans 15 cas, l'absence de "papiers" ;
- dans 3 cas, la falsification d'identité (2) et de papiers (1) ;
- dans 3 cas, le trafic de drogue ;
- dans 3 cas, des disputes/rixes (y compris avec des forces de l'ordre) et boisson
- dans 2 cas, le vol (de téléphone portable et de vêtements dans un super-marché) ;
- dans un cas, la contrebande de cigarettes.

## 10. Durée de la détention/emprisonnement

Les durées pendant lesquelles les migrants interrogés ont dit avoir été détenus ou emprisonnés ont varié de quelques heures à 20 mois, tel que cela est indiqué ci-après :

5 migrants ont été retenus entre 2 heures et 12 heures ;  
11 migrants l'ont été pour une durée comprise entre 1 et 10 jours ;  
9 migrants ont été emprisonnés 1 mois et plus, dont 5, ont été en prison pendant 5 mois et plus, et 2 ont été emprisonnés pendant plus de 18 mois  
– un migrant a purgé 18 mois de peine de prison, après une condamnation pour faux et usage de faux et un second à 20 mois de prison suite à une condamnation pour trafic de drogue.

(2) Une sorte de Centre de transit de la police italienne, utilisé dans l'attente de l'expulsion des migrants en instance de renvoi dans leurs pays.

6 migrants ont dit être passés par le Centro di permanenza temporanea (2), et 26 ont déclaré ne pas y avoir été accueillis.

## 11. Expérience en prison

Quant à l'expérience découlant de la vie en prison, 14 migrants ont déclaré n'en avoir retenu aucune, probablement parce que la durée de détention était "trop courte" pour donner lieu à des effets, positifs ou négatifs, sur eux.

2 migrants ont déclaré avoir appris ce que c'est la liberté.

2 autres migrants ont reconnu avoir tiré de la prison une expérience positive, dont l'un (qui a purgé une peine de 20 mois) a dit s'être initié à la menuiserie et l'autre (138 jours de détention) a dit avoir débuté la décoration.

Enfin, 5 migrants ont déclaré que cela a été très dur et qu'ils n'en ont tiré aucune expérience positive.

Dans tous les cas, l'expérience de la condamnation et de l'expulsion d'Italie a semblé faire réfléchir davantage les émigrés rencontrés sur les possibilités qu'ils auraient de réussir un autre départ vers l'Europe. Même si beaucoup, comme l'exploitation finale des questionnaires l'a montré (voir ci-après) n'ont pas paru y avoir renoncé ou ne prévoient un autre départ que lorsqu'ils auront disposé de papiers (passeport, contrat de travail et visa) en règle. Certains, cependant, semblent prêts à repartir de nouveau, quelles qu'en puissent être les conséquences, et ce pour deux raisons principales : le sentiment d'une "immense injustice" liée à leur expulsion d'Italie et l'idée qu'ils ne pourraient plus jamais rien faire au Maroc. En ce sens, comme indiqué par ailleurs, les enquêteurs ont rencontré un émigré qui a déjà essayé de repartir 4 fois en Europe depuis son retour et qui s'est dit prêt à multiplier les tentatives autant de fois qu'il lui sera nécessaire pour y parvenir. D'autres émigrés ont, au contraire, avancé que l'Italie a été pour eux une très mauvaise expérience et qu'il n'y a aucune raison d'y repartir, puisqu'elle a été pour eux une grosse déception par rapport à ce qu'ils en savaient et en espéraient (voir plus loin).

## 12. Traitement à l'expulsion et lors de l'arrivée au Maroc

Les aéroports de départ d'Italie sont soit Milan (9 réponses), soit Rome (5 réponses), soit Turin – puis Milan (4 réponses), soit Bari (une réponse) ou Naples (une réponse) et Rome.

18 migrants ont déclaré avoir été accompagnés jusqu'à la passerelle de l'avion au départ vers le Maroc, et 8 ont dit avoir été accompagnés par des policiers jusqu'au Maroc, dont 4 par 3 à 6 policiers convoyant des groupes de 26, 20, 17 et 15 refoulés.

Dans un cas, un migrant (condamné pour trafic de drogue) a dit avoir subi des violences de la part de 2 policiers pour avoir refusé d'embarquer dans l'avion devant le ramener au Maroc.

Aucun migrant n'a déclaré avoir subi de violences à son arrivée au Maroc.

Cependant, 15 migrants ont dit avoir été l'objet d'une enquête à l'aéroport Mohammed V de Casablanca et 14 ont déclaré avoir été directement transférés au commissariat central de Casablanca, dont 4 y ont été retenus pendant 24 heures, 5 pendant 48 heures, 2 pendant 3 jours et un migrant (refoulé pour trafic de drogue) pendant 7 jours. Dans un cas, le migrant concerné a été présenté au procureur du roi.

### **13. Le migrant a-t-il pu prendre son argent/ses biens d'Italie avant son expulsion ?**

La quasi-totalité des migrants répondant à cette question (soit 23 sur 27) ont dit avoir été empêchés de prendre leur argent et/ou leurs biens en Italie. Certains ont dit avoir été acheminés directement de leur lieu de détention à l'aéroport pour être embarqués vers le Maroc, sans avoir été au préalable autorisés à passer par leur lieu de séjour italien. Certains ont dit aussi avoir été empêchés de rencontrer des membres de leurs familles (notamment une épouse et des enfants).

3 migrants ont déclaré avoir pu récupérer ce qu'ils voulaient et un migrant a déclaré n'avoir rien pris, parce qu'il ne disposait de rien.

Très nombreux ont été les migrants expulsés qui ont informé leurs familles de leur condamnation et de leur retour au Maroc. Ils sont 14 dans ce cas, parmi 27 migrants ayant répondu à cette question. Cela est dû à plusieurs raisons, nous semble-t-il : la double honte qu'ils ressentent à rentrer chez eux, expulsés à la suite d'une condamnation ou d'un emprisonnement et le fait qu'ils n'étaient pas sûrs qu'ils seraient expulsés, gardant l'espoir, jusqu'à la passerelle de l'avion, qu'ils seraient peut-être remis en liberté et laissés en Italie.

Dans le même ordre d'idée, les familles ne sont quasiment jamais présentes à l'aéroport pour attendre le retour de leurs enfants de retour d'Italie. Très souvent parce qu'elles n'ont pas été informées du retour (dans 16 cas sur 31), mais aussi par absence de moyens (pour certaines familles) pour faire le déplacement à Casablanca ou, tout simplement, pour exprimer leur mécontentement. Dans ce sens, 26 migrants (sur 31) ont déclaré n'avoir été attendus par personne à leur retour au Maroc.

A l'opposé, quasiment tous (soit 28 migrants sur 31) ont dit avoir rejoint directement le domicile familial, probablement – la question n'ayant pas été posée en ce sens – parce qu'ils n'en ont aucun autre et parce qu'ils n'ont pas envie que leur mésaventure soit connue d'abord par d'autres membres de la famille (que leurs parents) ou du voisinage.

L'accueil de la famille est très divers. Il n'est pas le même en fonction des personnes et des moments.

La première impression que dégage la famille au moment du retour de son enfant est celle du soulagement de le revoir en vie, étant donné notamment toutes les informations qui circulent sur les disparitions de migrants. A ce niveau, les réactions des mères sont plus marquées que celles

des pères, d'autant que lorsque les parents sont séparés, les migrants reviennent d'abord chez leur maman.

Après un court laps de temps (un à deux jours) s'installent les récriminations, les reproches vis-à-vis du migrant d'avoir (par sa faute) raté son projet migratoire, d'avoir fait perdre aux siens des sommes importantes pour son départ et d'avoir porté atteinte à l'honneur de la famille en ayant été condamné puis expulsé. Une honte fondée sur une approche essentiellement sociale, celle de ne pas avoir réussi un projet migratoire qui aurait pu sortir la famille et le migrant lui-même de la misère, qui aurait permis au groupe familial de cohabiter au même niveau d'estime (matérielle) que les familles des migrants qui ont réussi ou, tout au moins, qui n'ont pas été expulsés d'Italie. L'approche morale dans le motif pour lequel le migrant a été emprisonné paraît être absente, tellement tout le monde dans les villes où l'enquête a été menée semble considérer comme normal le fait, par exemple, de ramener une voiture volée chez soi. La honte réside plutôt dans le risque que la condamnation à la prison soit connue des autres. Ces éléments-là ne semblent pas être atténués par le fait que la famille ayant participé/contribué à la migration était sensée savoir qu'il existait pour son fils la possibilité d'être expulsé d'Italie.

#### **14. Aide ou soutien aux émigrés à leur retour au Maroc**

La quasi totalité des émigrés interrogés ont déclaré n'avoir reçu aucune aide, de quelque origine que ce soit. Ils n'ont notamment reçu aucun soutien, d'aucune forme, ni d'une association privée ni d'une institution étatique, à part celle qu'ils reçoivent de leurs familles, de leurs mères en particulier. Cette aide consiste notamment dans le logement et la nourriture et aussi, un peu, en argent pour permettre à l'émigré rentré chez lui d'acheter des cigarettes ou d'aller, de temps à autre, s'asseoir dans un café.

#### **15. Effets du retour sur la famille**

Interrogés sur leur opinion à propos des effets de leur retour sur leurs familles, tous les émigrés interrogés ont estimé que c'est un drame pour ces dernières, parce ce retour a eu lieu après une condamnation suivie d'une expulsion ; parce qu'il y a eu échec du projet migratoire ; parce que le migrant expulsé, au lieu de constituer, comme cela en était espéré, un soutien pour sa famille, est devenu une charge supplémentaire, d'autant plus lourde à supporter qu'il en est resté psychologiquement très affecté.

Dans la plupart des cas, la famille reçoit encore des transferts de l'étranger d'un autre membre de la famille. Très souvent, il s'agit de transferts effectués par un autre frère parti bien avant l'émigré concerné en Italie, ce qui tend à indiquer que les premiers partants ont pu s'installer beaucoup plus aisément dans ce pays.

Dans presque tous les cas rencontrés, très peu d'autres membres de la famille forment le projet d'émigrer.

## **16. Transferts de l'étranger au profit de la famille, depuis le retour du migrant/refoulé**

A la question de savoir si leurs parents continuaient de recevoir des transferts d'autres frères ou sœurs encore en Italie, 11 migrants ont répondu par l'affirmative – ce qui relativise un peu les effets matériels négatifs de leur retour pour leurs familles.

18 migrants ont déclaré cependant que leurs parents ne recevaient plus rien de l'étranger.

## **17. Projet d'émigration dans la famille**

A la question portant sur l'existence de projets de départ à l'étranger (et en Italie) d'un des membres de leurs familles, 19 migrants ont répondu par la négative (sans qu'on ait pu savoir si cela était lié à l'échec de leur propre projet) et dans 10 cas, les migrants interrogés ont dit qu'un membre de leur famille (pour la plupart des frères, et dans deux cas des frères et des sœurs) formulait l'idée/espoir de "partir".

## **18. Conditions de vie des émigrés à leur retour au Maroc**

Quasiment tous les émigrés interrogés ont dit avoir payé les dettes contractées à leur départ avant leur retour au Maroc.

A ce niveau, la situation de la seule femme qu'il a été possible d'interroger paraît très critique. Elle a en effet (comme signalé ailleurs) emprunté par l'intermédiaire de sa famille 70 000 Dh auprès d'un ami de celle-ci. N'ayant travaillé que quelques semaines en Italie avant son expulsion, elle n'a pas été en mesure de rembourser, même une partie de sa dette. Ses parents n'ayant pas suffisamment de ressources – et étant divorcés par ailleurs depuis de longues années – ne semblent pas en mesure de l'aider. Elle est actuellement menacée de poursuites devant les tribunaux (elle a répondu au questionnaire en pleurant la plupart du temps – ne disposant toujours d'aucune qualification, d'aucune formation, il semblerait qu'elle ait commencé à s'adonner à la prostitution dans certains quartiers de Khouribga).

## **19. L'émigré a-t-il récupéré à son retour son investissement initial ?**

Vu la période d'émigration, très courte dans beaucoup des cas rencontrés, très peu d'émigrés ont déclaré avoir transféré suffisamment d'argent au Maroc, lors de leur présence en Italie ; pour pouvoir disposer d'un investissement à leur retour.

Dans ce sens, seulement 3 migrants ont dit avoir récupéré le "capital" qu'ils ont envoyé au Maroc durant leur présence en Italie ; dans un cas, ce capital correspond à un petit terrain (de 80 m<sup>2</sup>) qu'il voudrait faire construire et dans un autre, cela correspond à un logement qu'il s'est fait construire au Maroc durant son absence.

Par ailleurs, les conditions de vie actuelles de la plupart des émigrés interrogés sont très mauvaises. Plusieurs migrants parmi ceux qui ont été interrogés ont semblé atteints mentalement (voir par ailleurs). Plus précisément, 19 migrants ont déclaré connaître une situation “catastrophique” et vivent dans des conditions “très mauvaise”. 2 migrants estiment que leur situation actuelle est bonne et, dans un cas, meilleure qu'en Italie alors que 9 migrants avancent que leur situation est “moyenne”.

Dans leur presque totalité les migrants/refoulés vivent chez leurs parents. 27 migrants répondant à cette question sur 29 ont déclaré habiter avec leurs parents (dans le cas où il y a divorce ou décès du père, chez leurs mamans), dont deux vivent chez leur grand-mère. Deux migrants se sont mariés depuis leur retour au Maroc et ont fondé un foyer.

La plupart sont chômeurs (comme cela est indiqué dans l'encadré ci-après), et très peu ont tenté depuis leur retour au Maroc de chercher un emploi.

**Emplois actuels au Maroc :**

- 18 migrants sont en situation de chômage, y compris la jeune refoulée, dont 2 ont dit avoir travaillé quelque temps ;
- 8 migrants font du commerce en tant que journaliers, dont la plupart dans la vente de fruits et légumes frais (sur des marchés à même le sol ou sur les trottoirs de la ville) ;
- 2 migrants ont un emploi en restauration rapide (sandwicherie) ;
- 1 migrant dispose d'une ambulance ;
- 1 migrant dispose d'un véhicule pour transport de marchandises ;
- 1 migrant effectue divers travaux qu'il n'a pas précisés.

Les vraies raisons du retour de l'émigré sont rarement divulguées, sauf à la proche famille. Ils sont ainsi 6 migrants parmi ceux qui ont répondu à cette question à n'en avoir rien dit à personne, y compris à leur entourage familial. 26 migrants ont déclaré avoir fait part des motifs de leur rentrée au Maroc, mais dans 24 cas seulement à leurs parents, frères et sœurs. L'aveu en ce sens peut être justifié par le fait que, devant rester très longtemps au Maroc – sans ressources et souvent sans emploi, comme indiqué ci-haut – le migrant est obligé de faire part à ses proches au moins des motifs pour lesquels il ne repart pas en Italie (dans le cas où il n'aurait pas informé de son arrestation avant d'avoir été exclu).

Dans ce sens, le migrant ressent (ou on lui fait ressentir) un triple échec : celui d'avoir raté sa « vie » avant le départ, celui d'avoir raté son projet de migration et, enfin, celui de n'avoir plus rien à faire chez lui (auprès de sa famille, dans sa ville, dans son pays). De soutien qu'il devait devenir pour sa famille en partant en Italie, il s'est au contraire transformé en un poids supplémentaire pour celle-ci : poids parce qu'il est revenu, parce qu'il a

été expulsé après condamnation, parce que, à son retour, il est devenu une lourde charge économique et sociale pour les siens.

Ces sensations rejaillissent spontanément chez beaucoup parmi les migrants rencontrés : les interviews ne commencent en général qu'après 11 heures du matin, la plupart des migrants se réveillent très tard dans la journée pour réduire l'impression de vide total dans leur vie, ils ont très peu de fréquentations et s'éloignent peu de leurs maisons ou de leurs quartiers, d'autant qu'ils ne disposent pas de moyens financiers pour "sortir".

Rencontrés par un jour de mauvais temps, beaucoup ont dit qu'ils avaient le sentiment d'être "là-bas" (en Italie). La plupart de ceux qui ont été interrogés étaient, naturellement, au courant des derniers résultats de "leurs" équipes de football italiennes (Juventus de Turin ou AC Milan pour beaucoup).

Parmi ceux qui ont été interrogés, beaucoup sont revenus au Maroc au cours de la fin de l'année 2003 et au début de 2004 (3). Depuis, ils étaient en situation d'attente, ne sachant quoi faire. Et notamment, ne sachant pas si leur expulsion était définitive ou si elle allait commencer à être pour eux un obstacle lors de la recherche d'un emploi au Maroc et ne mesurant pas alors l'effet qu'aurait la divulgation de leur expulsion d'Italie sur un employeur éventuel.

(3) L'enquête a été menée au cours du premier semestre 2004.

## 20. Projets/attentes des émigrés expulsés

Après avoir enregistré au début de l'enquête que peu d'émigrés avaient comme projets/attentes de repartir en Europe (en Italie ou en France) pour y travailler et y vivre et, alors que beaucoup ont semblé n'être en mesure de formuler aucun projet, comme s'ils avaient perdu tout espoir dans leur avenir et, peut-être aussi, parce qu'ils étaient encore sous le choc de leur retour, dans les conditions où il s'est effectué, il est apparu par la suite que presque tous formaient l'espoir de repartir.

Ainsi, à la question portant sur l'éventualité/projet qu'ils entretiennent pour une nouvelle tentative de migration :

- 29 migrants/refoulés ont dit avoir encore le projet/espoir d'émigrer de nouveau ;

- 4 migrants ont déclaré avoir abandonné toute idée en ce sens, soit parce qu'ils estiment que leur situation est désormais convenable au Maroc (2 cas) soit en avançant (dans 2 cas) que l'Italie – et la migration hors du Maroc – était pour eux un vrai mirage, un piège où ils se sont fait prendre et que, désormais, comme ils connaissent les conditions de vie des migrants à l'étranger, ils conseilleraient à quiconque voudrait émigrer d'y renoncer.

Dans le cas des migrants qui ont déclaré vouloir "repartir" de nouveau, 23 se focalisent sur l'Italie, dont deux pourraient aller, à défaut d'Italie, en France ou tout autre pays européen :

- 1 migrant voudrait repartir en France ou en Espagne ; 2 migrants viseraient l'Espagne ;



– 1 migrant voudrait partir dans n'importe quel pays européen et un seul espère pouvoir aller en Amérique du Nord.

L'Italie reste donc l'objectif premier d'un nouveau départ à l'étranger pour l'écrasante majorité des migrants/refoulés interrogés.

Par ailleurs, 14 migrants ont dit ne plus avoir tenté de repartir du Maroc depuis qu'ils y sont revenus et 10 migrants ont déclaré avoir déjà tenté de le faire au moins une fois, dont un 4 fois, un autre 2 fois et un troisième 3 fois.

Et à la question de savoir pourquoi ils ne sont pas encore repartis – pour ceux qui veulent émigrer de nouveau :

- 11 migrants ont dit ne plus vouloir le faire que dans la légalité (dont un parce qu'il a peur de mourir), avec des documents de voyage en règle et un contrat de travail ;
- 8 migrants, parce qu'ils ne disposent pas de moyens financiers suffisants pour le faire ;
- 7 migrants, parce qu'il leur semble que la situation/conjoncture (plus grande surveillance des frontières, y compris au départ du Maroc, lutte contre le terrorisme en Europe....) ne s'y prête pas "ces derniers temps".

## **21. Contacts des migrants avec des relations en Italie et d'autres refoulés au Maroc**

Alors qu'au départ de l'enquête peu de migrants ont déclaré avoir des rapports avec d'autres rapatriés, même s'ils savent que beaucoup sont dans leur cas, lors de l'exploitation finale des questionnaires il est apparu qu'au contraire beaucoup sont en contact avec les migrants revenus d'Italie, y compris ceux qui sont dans la même situation que la leur. Ils sont ainsi 25 migrants dans ce cas de figure pour 30 répondants.

La plupart des migrants interrogés, soit là aussi 25 migrants sur 30, ont des contacts fréquents avec des émigrés restés en Italie (probablement par nostalgie, mais aussi pour rester informés sur ce qui se passe en Italie, d'autant que beaucoup de migrants – comme cela est indiqué par ailleurs – voudraient y repartir de nouveau).

5 migrants ont déclaré n'avoir plus de relations avec quiconque en Italie et 5 autres n'en avoir aucune avec des émigrés revenus au Maroc. Enfin, 2 migrants n'ont aucune relation ni avec des contacts en Italie ni avec des émigrés au Maroc.

## **22. Faisabilité d'un programme d'appui aux migrants expulsés**

La plupart des émigrés interrogés pensent qu'un programme d'appui en leur faveur peut bien fonctionner à la condition qu'il soit convenablement préparé et qu'il soit adopté et exécuté après étude et discussion avec les émigrés et les autorités locales qui doivent l'appuyer.

De même, beaucoup parmi les émigrés rencontrés pensent qu'une subvention de 1 500 euros serait à peine suffisante pour la mise en place

d'une activité économique au Maroc. Dans ce cas, il s'agirait de financer un petit commerce ou un petit atelier de réparation mécanique ou de soudure.

Certains ont avancé aussi que mettre 4 500 euros à la disposition de 3 émigrés pour financer un projet commun serait également une bonne chose, mais il faudrait alors établir des règles très claires et très précises pour garantir une bonne entente entre les futurs associés, ce qui ne serait pas une chose très facile.

Certains émigrés ont avancé à ce niveau que s'ils pouvaient récupérer les biens et l'argent qu'ils ont laissés en Italie et s'ils accédaient aux droits sociaux dont ils ont été privés au moment de leur expulsion, notamment s'ils pouvaient percevoir leurs cotisations sociales, cela leur donnerait la possibilité de créer des activités eux-mêmes, avec leurs propres moyens, sans avoir besoin d'une contribution financière extérieure.

Plus spécifiquement, en réponse à la question portant sur la faisabilité d'un projet individuel financé à hauteur de 1 500 euros :

- 13 migrants ont estimé que cela était possible, principalement dans de petits projets de commerce. Ils sont 10 dans ce cas, dont 9 soutiennent la possibilité de commerce en produits alimentaires, essentiellement dans la vente au détail de fruits et légumes.

- 13 autres migrants ont, par contre, estimé que 1 500 euros représentent un montant insuffisant pour financer un projet viable.

S'agissant de la proposition portant sur des financements de projets à trois associés à hauteur de 4 500 euros :

- 12 migrants ont estimé que cela était faisable et préférable, pour certains, à un projet individuel financé seulement à hauteur de 1 500 euros.

- Parmi ceux qui ont répondu positivement sur ce point, 7 migrants ont retenu des projets dans le commerce, 3 dans les services, dont l'ouverture de téléboutiques, un migrant dans l'industrie ou l'agriculture et un migrant dans le transport de marchandises.

- 5 répondants pensent qu'ils peuvent tout aussi bien réaliser un projet individuel (pour 1 500 euros) qu'un projet avec 2 autres associés (à concurrence de 4 500 euros).

- 10 migrants ne pensent pas qu'un projet de groupe puisse être viable, en raison de l'incompréhension et des mésententes qui naîtraient rapidement entre les associés éventuels.

- 3 migrants enfin ont avancé qu'ils n'avaient pas besoin d'aide et que s'ils pouvaient récupérer leurs droits en Italie (cotisations sociales, salaires non payés au moment de leur expulsion, argent laissé en banque...), cela leur permettrait de financer différents projets au Maroc.

# Annexes

## Annexe I

### Marocains à l'étranger et étrangers au Maroc

#### 10 % de Marocains à l'étranger pour 0,28 % d'étrangers au Maroc

Justifiant quelque peu l'écart entre les estimations du nombre de la population marocaine pour 2004 (entre 31 et 32 millions d'habitants) et le nombre officiel tel qu'il découle du recensement général de la population et de l'habitat mené au Maroc en septembre 2004 (29 892 millions de personnes), le commissaire chargé du plan a évalué à 90 000 personnes le nombre de Marocains qui émigraient annuellement depuis le milieu des années 90 de manière régulière ou clandestine. Et, de fait, les informations remises par les autorités marocaines dans le cadre du projet de l'UE sur la gestion des frontières au Maroc (2002) indiquaient un nombre de migrants irréguliers annuel de 40 000 personnes, que rien, cependant, ne peut ni infirmer ni confirmer.

Globalement, il y aurait aujourd'hui selon les estimations les plus couramment avancées entre 2,5 et 3 millions de Marocains installés à l'étranger, soit près de 10 % de la population marocaine, résidant au Maroc, estimée à 29,891 millions d'habitants, selon les données du recensement général de septembre 2004 (1).

Selon les statistiques de la direction des Affaires consulaires et sociales du ministère marocain des Affaires étrangères et de la coopération de mars 2002, les Marocains résidant à l'étranger étaient, au mois de mars 2002 près de 2,6 millions et se répartissaient comme suit selon les différents continents, avec une très forte part en Europe (les 2/3 du total), dont la France où logerait aujourd'hui plus du tiers des Marocains vivant à l'étranger.

(1) *La Vie économique*,  
n° du 24 décembre 2004.

### Marocains dans les pays arabes

#### Marocains résidant en Europe

Pays	Nombre de Marocains
France	1 024 766
Italie	287 000
Pays-Bas	276 655
Espagne	222 948
Belgique	214 859

Pays	Nombre de Marocains
Allemagne	99 000
Grande-Bretagne	30 000
Suisse	8 691
Danemark	7 800
Norvège	3 970

Pays	Nombre de Marocains
Suède	3 781
Russie	2 409
Finlande	1 000
Luxembourg	666
Grèce	600
Autriche	550
Portugal	468
Tchéquie	220
Roumanie	200

Pays	Nombre de Marocains
Pologne	120
Irlande	70
Hongrie	46
Bulgarie	30
Ex-Yougoslavie	21
Chypre	19
Slovaquie	5
<b>Total</b>	<b>2 185 894</b>

## Etrangers au Maroc

Pays	Nombre
Libye	120 000
Algérie	63 000
Tunisie	16 500
Arabie saoudite	11 973
Emirats Arabes Unis	8 359
Sultanat d'Oman	2 910
Egypte	1 876
Syrie	1 278
Mauritanie	1 056
Koweït	1 000

Pays	Nombre
Bahreïn	948
Jordanie	877
Irak	830
Qatar	500
Liban	473
Palestine	213
Yémen	123
Soudan	46
<b>Total</b>	<b>231 962</b>

## Marocains en Asie-Océanie

Pays	Nombre
Australie	2.500
Turquie	219
Nouvelle Zélande	200
Japon	183
Pakistan	51
Malaisie	45
Chine	31
Thaïlande	27
Taiwan	25
Iran	15

Pays	Nombre
Corée du Sud	15
Inde	10
Indonésie	10
Bangladesh	06
Nouvelle Calédonie	05
Singapour	03
Brunei	02
Philippines	02
Hong Kong	01
<b>Total</b>	<b>3 350</b>

## Marocains en Afrique

Pays	Nombre
Afrique du Sud	2.063
Côte d'Ivoire	1 517
Sénégal	919
Gabon	417
Guinée	116
RDC – Congo Brazzaville	80
Niger	73
Centrafrique	51
Mali	36
Kenya	12

Pays	Nombre
Ethiopie	11
Cameroun	11
Nigeria	10
Tchad	10
Guinée équatoriale	10
Ile Comores	08
Burkina Faso	07
Bénin	04
<b>Total</b>	<b>5 355</b>

## Marocains aux Amériques

Pays	Nombre
USA	85 000
Canada	70 000
Venezuela	308
Brésil	32
Mexique – Guatemala – Honduras – Salvador	30

Pays	Nombre
Argentine	25
Colombie	23
Pérou	9
Chili	4
Uruguay	01
<b>Total</b>	<b>155 432</b>

Selon les données du recensement général effectué en septembre 2004, le Maroc compte un peu plus de 51 000 étrangers vivant officiellement à l'intérieur de ses frontières. Si on ajoute à ces étrangers, considérés comme installés de façon régulière sur le territoire national puisque comptabilisés officiellement, entre 5 000 et 15 000 (et même, en comptant très large, entre 15 000 et 25 000/30 000) étrangers en transit ou installés de façon irrégulière, on aurait un total d'étrangers variant entre 56 000 et 70 000 et, dans la fourchette la plus large, entre 56 000 et 80 000. Selon ce dernier chiffre, la part des étrangers par rapport à la population marocaine s'élèverait à ... 0,26 %. En valeur absolue, les Marocains installés à l'étranger représenteraient 38,5 fois le nombre d'étrangers installés au Maroc.

Le tableau ci-après donne une indication sur les citoyens de diverses nationalités africaines comptabilisés au Maroc en 1999.

## Africains résidant au Maroc selon la nationalité, année 1999

Nationalité	Nombre
Australiens	2.500
Algériens	14 124
Tunisiens	2.061
Sénégalais	1 211
Congolais (RDC)	973
Egyptiens	651
Mauritaniens	632
Guinéens (Guinée Conakry)	516
Ivoiriens	405
Congolais (RC)	316
Libyens	314
Nigériens	310
Centrafricains	121
Togolais	105
Tchadiens	100
Djiboutiens	78
Nigérians	54
Angolais	52
Ghanéens	37
Libériens	34

Nationalité	Nombre
Erythréens	30
Sierra-Léonais	27
Somaliens	25
Guinéens (Guinée équatoriale)	22
Capverdiens	21
Guinéens (Guinée Bissau)	15
Mauriciens	14
Rwandais	11
Sud-Africains	8
Gambiens	8
Ethiopiens	6
Zambiens	6
Malgaches	5
Tanzaniens	5
Swazilandais	3
Zimbabweens	3
Mozambicains	1
<b>Total</b>	<b>23 634</b>
Dont Africains du Sud du Sahara	<b>6 484 *</b>

Source : Direction de Surveillance du territoire, Rabat, Maroc.

\* Y compris les étudiants : 3 962 (dont 1 427 dans des écoles privées, pour un total de 10 146 et 2 535 dans le public, pour un total de 250 111 étudiants, soit 1,8 % du total des étudiants au Maroc).

## Annexe II

### La brouille

#### Chronologie des relations diplomatico-politiques Maroc-Espagne

- Fin 2000, le Maroc refuse de signer un nouvel accord de pêche avec l'Espagne, via l'Union européenne. L'Espagne réagit lourdement, réduit sa coopération financière avec le Maroc. Le transit de produits marocains, notamment agricoles, par son territoire est affecté par des réactions de colère de pêcheurs et d'agriculteurs andalous. Sans réaction significative du gouvernement central à Madrid.
- Fin septembre 2001, des journaux et des responsables espagnols soutiennent que le Maroc dispose de la "clé" du problème migratoire puisque depuis les attentats du 11 septembre à New York et Washington et jusqu'au 28 septembre, aucun migrant n'a été arrêté par les garde-côtes espagnols entre le Maroc et l'Espagne. Cette affirmation sera reprise plus tard, notamment à la suite de l'éclatement du différend maroco-espagnol à propos de l'îlot Leïla/Perejil.
- 28 octobre 2001, le Maroc rappelle son ambassadeur pour consultation à la suite de l'organisation d'un référendum d'autodétermination fictif sur le Sahara ex-espagnol à Séville et à la suite de la publication d'articles de presse anti-marocains, portant notamment sur la gestion par le Maroc du dossier migratoire.
- Juin 2002, réunion à Séville, en Espagne, du Conseil de l'Europe. L'Espagne, soutenue par la Grande-Bretagne, demande à l'occasion de cette rencontre que des sanctions financières soient décidées contre les pays "qui ne collaborent pas suffisamment" en matière de contrôle des migrations irrégulières.
- Même mois, Madrid et Londres signent un accord de co-souveraineté sur Gibraltar.
- 11 juillet 2002, moins d'une dizaine de gendarmes marocains sans armes sont postés sur l'îlot de Leïla, à un jet de pierre de la côte marocaine, officiellement pour, entre autres, « renforcer le contrôle des voies maritimes entre le Maroc et l'Espagne et lutter contre les migrations irrégulières ». L'Espagne, après avoir fait sortir son ambassadeur par Bab Sebta dans la nuit du 16 au 17 juillet, déploie de nombreuses unités de sa marine et de son armée de l'air et occupe ce territoire marocain à l'aube du 17 juillet, quelques minutes seulement après un entretien téléphonique entre les ministres des Affaires étrangères des 2 pays. Les soldats espagnols quitteront finalement l'île quelques jours après, à la suite d'une forte "pression diplomatique" américaine, directement exercée par Colin Powell, qui a passé la fin de la même semaine accroché au téléphone. Il aurait eu pas moins de 15 communications avec Madrid et Rabat. Les Marocains s'engageront à ne pas renvoyer de forces sur l'îlot et à ne pas y remettre

leur drapeau. A cette occasion, seuls quelques pays, et la France en particulier, éviteront à l'Union européenne alors sous la présidence du Danemark le ridicule de prendre fait et cause pour l'Espagne, contre un pays ami avec lequel elle a signé un accord d'association, sur un dossier relevant de l'un des derniers vestiges coloniaux en Afrique. A l'image de Sebta, Méléria et les îles méditerranéennes marocaines.

- 22 juillet, Ana Palacio est accueillie dans un climat glacial à Rabat. Elle est reçue par son homologue marocain seulement une fois arrivée devant son bureau. Elle quitte cependant le Maroc en déclarant, en substance, qu'il faut "éviter d'insulter l'avenir".
- Juillet 2002, venue à Rabat d'un "groupe d'experts" de l'Union européenne pour consulter sur les possibilités de renforcer les contrôles aux frontières marocaines. 40 millions d'euros sont promis au Maroc pour cet objectif. Soit exactement le même montant que le commissaire européen aux pêches maritimes, l'Autrichien Fishler, avait refusé d'accorder à la partie marocaine, en décembre 2000, en vue de la signature d'un nouvel accord de pêche euro-marocain.
- 22 septembre, annulation par le Maroc d'une rencontre prévue deux mois plus tôt entre les ministres marocain et espagnol des Affaires étrangères. Cette rencontre devait se tenir le lendemain à Madrid. Les Marocains l'ont jugée sans utilité en raison de "violations répétées" de l'espace aérien et maritime marocains par les forces armées espagnoles (il y aurait eu, selon le ministère des Affaires étrangères à Rabat, 67 survols de l'espace aérien du Maroc par des avions espagnols entre les mois de juin et de septembre 2002 et 24 violations de ses eaux par des unités de la marine espagnole).
- 7-9 octobre 2002, visite d'Etat du président algérien à Madrid. Celui-ci reçoit un accueil exceptionnellement "chaleureux" de la part du roi d'Espagne et du Premier ministre et chef du Parti Populaire espagnol, José Maria Aznar. A cette occasion, la ministre espagnole des affaires étrangères déclare, entre autres, que « l'Algérie fait tout ce qu'il faut faire » en matière de contrôle des migrations clandestines.
- 19 novembre, le super tanker, *Prestige*, échoué quelques jours plus tôt, avec 70 000 tonnes de fioul lourd, coule au large de la Galice, dans le nord de l'Espagne. Un mois plus tard, le roi du Maroc offre aux autorités espagnoles de recevoir dans les eaux marocaines, pendant 3 mois renouvelables, 64 bateaux de pêche galiciens (et non 164, comme annoncé par le journal parisien, *le Monde*, en date du 1<sup>er</sup> février 2003) incapables de sortir en mer depuis le naufrage du *Prestige* et la terrible marée noire qui s'en est suivie. Le ministre espagnol des pêches maritimes est reçu à cette occasion à Rabat pour discuter des modalités d'application de l'offre marocaine.
- 11 décembre, réunion à Madrid, dans une ambiance beaucoup moins tendue qu'en juillet, des ministres des Affaires étrangères des 2 pays. Les dossiers de fond demeurent, mais la crispation s'atténue. Il est vrai que quelques jours plus tôt, le gouvernement espagnol a déclaré n'être "concerné



ni de près ni de loin” par un référendum virtuel “d’autodétermination du peuple sahraoui” prévu à Madrid. Sa position sur ce dossier ne semble pas pour autant avoir été déconnectée de celle d’Alger, seule capitale arabe à avoir soutenu l’Espagne en reprenant à son compte, lors de l’épisode “Leïla”, l’accusation selon laquelle le Maroc était, décidément, un habitué “des faits accomplis territoriaux”. Et peut-être aussi, selon son voisin de l’est également, “des insultes à l’avenir”.

- 27 décembre 2002, mort de 7 migrants marocains, arrêtés dans un yacht parti le 23 de Sebta pour rejoindre Puerto Banüs au sud de Marbella, dans un incendie qui s’est déclaré dans une cellule de commissariat à Malaga où ils attendaient d’être expulsés vers le Maroc (Enquête de l’Association des familles des victimes de l’immigration clandestine – AFVIC, Khouribga, Maroc).
- 1<sup>er</sup> janvier 2003, l’Espagne intègre, pour deux ans, le Conseil de Sécurité de l’ONU. Elle est notamment attendue par Rabat sur le dossier du Sahara.
- 2 janvier, échouage d’une patéra transportant une quarantaine de migrants marocains près de Tarifa (Espagne). 5 migrants se seraient noyés, 35 autres sont sauvés par la Guardia Civil.
- 15 janvier, un peu plus de 30 bateaux espagnols reviennent, pour la première fois depuis 2 ans, dans les zones de pêche marocaines.
- 16 janvier, présentation au conseil de gouvernement à Rabat d’un projet de loi sur l’émigration et l’immigration irrégulières (une première version de ce texte avait été discutée dès le 2 janvier par le même conseil de gouvernement). Le même conseil a eu à discuter d’un autre projet de loi relatif au terrorisme.
- 27 janvier, pour la première fois, des bateaux anglais basés à Gibraltar, ainsi que des unités de marine française, italienne et portugaise interviennent auprès d’unités espagnoles chargées de surveiller la traversée du Détroit entre le Maroc et l’Espagne et une partie des eaux territoriales euro-marocaines, pour assurer un plus grand contrôle des migrations irrégulières entre les deux rives de la Méditerranée.
- 28 janvier, deux gros porteurs américains, C 130, sécurisés par plusieurs marines sont présents sur le tarmac de l’aéroport international de Marrakech. Annonce en a été faite, subrepticement au travers d’un simple fait divers, sur fond du ratage d’un avion de la RAM pour la Mecque par deux pèlerins marocains. (Voir *l’Opinion*, journal de l’Istiqlal, en date du 29 janvier 2003.)
- 30 janvier, sur initiative du Premier ministre espagnol, appuyé par Tony Blair, 8 Etats de l’Union européenne (Etats-membres et membres à venir) publient une déclaration de soutien à l’administration américaine concernant la crise irakienne, au grand dam de l’Allemagne et de la France, plus attachées que jamais sur ce dossier à la légalité internationale et au refus de l’expédition militaire que Washington se prépare à lancer contre Bagdad.

- 30 janvier 2003, un communiqué officiel annonce à Agadir la décision du roi du Maroc de renvoyer son ambassadeur à Madrid ; quelques heures plus tard, la ministre espagnole des Affaires étrangères – qui sera reçue dans la soirée à un dîner privé au domicile du ministre marocain des Affaires étrangères – fait part de la décision du gouvernement de son pays d’agir de même pour l’ambassade du Royaume d’Espagne au Maroc. Les deux ambassadeurs étaient attendus dans les 2 capitales le 3 février 2003.
- 16 mai 2003, attentats de Casablanca
- 22 mai, adoption de la loi sur l’entrée et le séjour des étrangers au Maroc
- 11 mars 2004, attentats de Madrid
- 24 avril 2004, le nouveau Premier ministre espagnol effectue au Maroc sa première visite à l’étranger
- 16 janvier 2005, le roi du Maroc déclare au journal madrilène *El País* : « Nous sommes conscients du fait que (cette) immigration représente un danger pour l’Espagne. »
- 17-18-19 janvier, le roi et la reine d’Espagne effectuent une visite au Maroc qui scelle les “retrouvailles politiques” entre les deux pays.

Annexe III

**Loi n° 02-03 relative à l'entrée et au séjour  
des étrangers, à l'émigration et l'immigration irrégulières**

**Promulguée le 11 novembre 2003**

Titre I

**De l'entrée et du séjour des étrangers au Maroc**

Chapitre I

**Dispositions générales**

**Article premier.** — Sous réserve de l'effet des conventions internationales dûment publiées, l'entrée et le séjour des étrangers au Royaume du Maroc sont régis par les dispositions de la présente loi.

On entend par "étrangers", au sens de la présente loi, les personnes n'ayant pas la nationalité marocaine, n'ayant pas de nationalité connue, ou dont la nationalité n'a pas pu être déterminée.

**Art. 2.** — Sous réserve de la réciprocité, les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux agents des missions diplomatiques ou consulaires et à leurs membres accrédités au Maroc, ayant le statut diplomatique.

**Art. 3.** — Tout étranger débarquant ou arrivant sur le territoire marocain est tenu de se présenter aux autorités compétentes, chargées du contrôle aux postes frontières, muni d'un passeport délivré par l'Etat dont il est ressortissant, ou de tout autre document en cours de validité reconnu par l'Etat marocain comme titre de voyage en cours de validité et assorti, le cas échéant, du visa exigible, délivré par l'administration.

**Art. 4.** — Le contrôle effectué à l'occasion de la vérification d'un des documents visés à l'article 3 ci-dessus peut, également, porter sur les moyens d'existence et les motifs de la venue au Maroc de la personne concernée, et aux garanties de son rapatriement, eu égard notamment aux lois et règlements relatifs à l'immigration.

L'autorité compétente, chargée du contrôle aux postes frontières, peut refuser l'entrée au territoire marocain à toute personne qui ne remplit pas ces obligations ou ne satisfait pas aux justifications prévues par les dispositions ci-dessus ou par les lois et règlements relatifs à l'immigration.

L'accès au territoire marocain peut également être refusé à tout étranger dont la présence constituerait une menace pour l'ordre public ou qui fait l'objet soit d'une interdiction du territoire soit d'une expulsion.

Tout étranger auquel est opposé un refus d'entrée a le droit d'avertir ou de faire avertir la personne chez laquelle il a indiqué qu'il devait se rendre, le consulat de son pays ou l'avocat de son choix.

L'étranger auquel est opposé un refus d'entrée au territoire marocain peut être maintenu dans les locaux prévus au premier alinéa de l'article 34 ci-dessous.

La décision prononçant le refus peut être exécutée d'office par les autorités compétentes chargées du contrôle aux postes frontières.

## Chapitre II

### Des titres de séjour

**Art. 5.** — Les titres de séjour sur le territoire marocain sont :

- la carte d'immatriculation ;
- la carte de résidence.

**Art. 6.** — L'étranger en séjour sur le territoire marocain, âgé de plus de dix-huit ans, doit être titulaire d'une carte d'immatriculation ou d'une carte de résidence.

L'étranger, âgé de seize à dix-huit ans, qui déclare vouloir exercer une activité professionnelle salariée, reçoit, de plein droit, une carte d'immatriculation si l'un de ses parents est titulaire de la même carte.

L'étranger peut, dans les autres cas, solliciter une carte d'immatriculation.

Sous réserve des conventions internationales, les mineurs de dix-huit ans dont l'un des parents est titulaire d'un titre de séjour, ceux parmi ces mineurs qui remplissent les conditions prévues à l'article 17 ci-dessous, ainsi que les mineurs entrés au territoire marocain pour y suivre des études sous couvert d'un visa de séjour d'une durée supérieure à trois mois, reçoivent, sur leur demande, un document de circulation qui est délivré dans des conditions fixées par voie réglementaire.

**Art. 7.** — Les titres de séjour sont soumis, lors de leur délivrance, de leur renouvellement ou de leur duplication, aux droits de timbre prévus par la section IV de l'article 8 du chapitre III du livre II du décret n° 2/58/1151 du 12 joumada 1378 (24 décembre 1958) portant codification sur l'enregistrement et le timbre.

## Section I

### De la carte de l'immatriculation

**Art. 8.** — L'étranger désireux de séjourner sur le territoire marocain est tenu de demander à l'administration, dans les conditions et selon les modalités déterminées par voie réglementaire, la délivrance d'une carte d'immatriculation renouvelable, qu'il doit détenir ou être en mesure de présenter à l'administration dans un délai de 48 heures.

La carte d'immatriculation peut provisoirement être remplacé provisoirement par le récépissé de la demande de délivrance ou de renouvellement de ladite carte.

**Art. 9.** — Sont dispensés de souscrire à une demande de carte d'immatriculation :

1. outre les membres des missions diplomatiques et consulaires visés par l'article 2 ci-dessus, leurs conjoints, leurs ascendants et leurs enfants mineurs ou non mariés vivant sous leur toit ;

2. les étrangers séjournant au Maroc pendant une durée maximale de 90 jours, sous couvert d'un titre régulier de voyage.

**Art. 10.** — La carte d'immatriculation emporte autorisation de séjour pour une durée de 1 à 10 ans au maximum, renouvelable pour la même période, selon les raisons invoquées par l'étranger pour justifier son séjour sur le territoire marocain à l'administration compétente. L'étranger doit déclarer aux autorités marocaines le changement de son lieu de résidence dans les délais et selon les formes fixés par voie réglementaire.

**Art. 11.** — Lorsque la carte d'immatriculation est refusée ou retirée, l'étranger intéressé est tenu de quitter le territoire marocain dans le délai de 15 jours, à compter du jour de la notification du refus ou du retrait par l'administration.

**Art. 12.** — L'étranger doit quitter le territoire marocain à l'expiration de la durée de validité de sa carte d'immatriculation, à moins qu'il en obtienne le renouvellement ou que lui soit délivrée une carte de résidence.

**Art. 13.** — La carte d'immatriculation délivrée à l'étranger, qui apporte la preuve qu'il peut vivre de ses seules ressources et qui prend l'engagement de n'exercer au Maroc aucune activité professionnelle soumise à autorisation, porte la mention "visiteur".

La carte d'immatriculation délivrée à l'étranger, qui établit qu'il suit au Maroc un enseignement ou qu'il y fait des études et qui justifie de moyens d'existence suffisants, porte la mention "étudiant".

La carte d'immatriculation délivrée à l'étranger désirant exercer au Maroc une activité professionnelle soumise à autorisation et qui justifie l'avoir obtenue, porte la mention de cette activité.

**Art. 14.** — La carte d'immatriculation peut être refusée à tout étranger dont la présence au Maroc constitue une menace pour l'ordre public.

**Art. 15.** — L'octroi de la carte d'immatriculation peut être subordonné à la production par l'étranger d'un visa de séjour d'une durée supérieure à trois mois.

## Section II

### De la carte de résidence

**Art. 16.** — Peut obtenir une carte dite carte de résidence, l'étranger qui justifie d'une résidence sur le territoire marocain, non interrompue, conforme aux lois et règlements en vigueur, d'au moins 4 années.

La décision d'accorder ou de refuser la carte de résidence est prise en tenant compte notamment des moyens d'existence dont l'étranger dispose, parmi lesquels les conditions de son activité professionnelle et, le cas échéant, des faits qu'il peut invoquer à l'appui de son intention de s'établir durablement sur le territoire marocain.

La carte de résidence peut être refusée à tout étranger dont la présence sur le territoire marocain constitue une menace pour l'ordre public.

**Art. 17.** — Sous réserve de la régularité du séjour et de celle de l'entrée au territoire marocain, et sauf dérogation, la carte de résidence est délivrée de plein droit :

1. au conjoint étranger d'un ressortissant de nationalité marocaine;  
2. à l'enfant étranger, d'une mère marocaine, et à l'enfant apatride d'une mère marocaine, qui ne bénéficie par des dispositions de l'article 7 (1°) du dahir n° 1-58-250 du 21 Safar 1378 (6 septembre 1958) portant code de la nationalité marocaine si cet enfant a atteint l'âge de majorité civile, ou s'il est à la charge de sa mère, ainsi qu'aux ascendants étrangers d'un ressortissant marocain et de son conjoint, qui sont à sa charge ;

3. à l'étranger, qui est père ou mère d'un enfant résident et né au Maroc, et qui a acquis la nationalité marocaine par le bienfait de la loi, les deux ans précédant sa majorité, en application des dispositions de l'article 9 du dahir n° 1-58-250 du 21 safar 1378 (6 septembre 1958) portant Code de la nationalité marocaine, à la condition qu'il exerce la représentation légale de l'enfant, le droit de garde ou qu'il subvienne effectivement aux besoins de cet enfant ;

4. au conjoint et aux enfants mineurs d'un étranger titulaire de la carte de résidence ;

Toutefois, à leur majorité civile, les enfants peuvent solliciter individuellement une carte de résidence conformément aux conditions requises ;

5. à l'étranger qui a obtenu le statut de réfugié en application du décret du 2 safar 1377 (29 août 1957), fixant les modalités d'application de la Convention relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951, ainsi qu'à son conjoint et à ses enfants mineurs ou dans l'année qui suit leur majorité civile ;

6. à l'étranger qui justifie par tous moyens avoir sa résidence habituelle au Maroc depuis plus de quinze ans ou depuis qu'il a atteint, au plus, l'âge de dix ans ou qui est en situation régulière depuis plus de dix ans.

Toutefois, le certificat de résidence ne peut être délivré dans les cas ci-dessus mentionnés, si la présence de l'étranger constitue une menace pour l'ordre public.

**Art. 18.** — L'étranger doit déclarer aux autorités marocaines le changement de son lieu de résidence dans les délais et selon les formes fixés par voie réglementaire. La carte de résidence d'un étranger, qui aura quitté le territoire marocain pendant une période de plus de deux ans consécutifs, est considérée périmée.

### Section III

#### **Du refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour**

**Art. 19.** — La délivrance d'un titre de séjour est refusée à l'étranger, qui ne remplit pas les conditions auxquelles les dispositions de la présente

loi subordonnent la délivrance des titres de séjour ou qui, sollicitant la délivrance d'une carte d'immatriculation au titre de l'exercice d'une activité professionnelle, n'est pas autorisé à exercer celle-ci.

Le titre de séjour peut être retiré si :

- l'étranger ne fournit pas les documents et justifications prévus par voie réglementaire ;
- le détenteur du titre fait l'objet d'une mesure d'expulsion ou d'une décision judiciaire d'interdiction du territoire.

Dans les cas prévus aux deux précédents alinéas, l'intéressé doit quitter le territoire marocain.

**Art. 20.** — L'étranger dont la demande d'obtention ou de renouvellement d'un titre de séjour a été refusée ou qui s'est vu retirer ce titre, peut formuler un recours devant le président du tribunal administratif en sa qualité de juge des référés dans le délai de 15 jours suivant la date de notification de la décision du refus ou du retrait. Le recours mentionné au premier alinéa ci-dessus n'empêche pas la prise d'une décision de reconduite à la frontière ou d'expulsion conformément aux chapitres III, IV et V du titre premier de la présente loi.

### Chapitre III

#### De la reconduite à la frontière

**Art. 21.** — La reconduite à la frontière peut être ordonnée par l'administration, par décision motivée, dans les cas suivants :

1. si l'étranger ne peut justifier être entré régulièrement sur le territoire marocain, à moins que sa situation n'ait été régularisée postérieurement à son entrée ;

2. si l'étranger s'est maintenu sur le territoire marocain au-delà de la durée de validité de son visa ou, s'il n'est pas soumis à l'obligation du visa, à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de son entrée au territoire marocain, sans être titulaire d'une carte d'immatriculation régulièrement délivrée ;

3. si l'étranger, auquel la délivrance ou le renouvellement d'un titre de séjour a été refusé ou a été retiré, s'est maintenu sur le territoire marocain au delà du délai de 15 jours, suivant l'expiration du titre de séjour ;

4. si l'étranger n'a pas demandé le renouvellement de son titre de séjour et s'est maintenu sur le territoire au delà du délai de 15 jours, suivant l'expiration du titre du séjour ;

5. si l'étranger a fait l'objet d'une condamnation par jugement définitif pour contrefaçon, falsification, établissement sous un autre nom que le sien ou défaut de titre de séjour ;

6. si le récépissé de la demande de carte d'immatriculation qui avait été délivré à l'étranger lui a été retiré.

7. si l'étranger a fait l'objet d'un retrait de sa carte d'immatriculation ou de résidence, ou d'un refus de délivrance ou de renouvellement de l'une

de ces deux cartes, dans les cas où ce retrait ou ce refus aient été prononcés, en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en raison d'une menace à l'ordre public.

**Art. 22.** — la décision de reconduite à la frontière peut, en raison de la gravité du comportement l'ayant motivé, et en tenant compte de la situation personnelle de l'intéressé, être accompagnée d'une décision d'interdiction du territoire, d'une durée maximale d'un an, à compter de l'exécution de la reconduite à la frontière.

La décision prononçant l'interdiction du territoire marocain constitue une décision distincte de celle de reconduite à la frontière. Elle est motivée et ne peut intervenir qu'après que l'intéressé ait présenté ses observations. Elle comporte de plein droit reconduite à la frontière de l'étranger concerné.

**Art. 23.** — L'étranger, qui fait l'objet d'une décision de reconduite à la frontière, peut, dans les quarante huit heures suivant la notification, demander l'annulation de cette décision au président du tribunal administratif, en sa qualité de juge des référés.

Le président ou son délégué statue dans un délai de 4 jours francs à compter de la saisine. Il peut se transporter au siège de l'instance judiciaire la plus proche du lieu où se trouve l'étranger, si celui-ci est retenu en application de l'article 34 de la présente loi.

L'étranger peut demander au président du tribunal administratif ou à son délégué le concours d'un interprète et la communication du dossier, contenant les pièces sur la base desquelles la décision attaquée a été prise.

L'audience est publique; elle se déroule en présence de l'intéressé, sauf si celui-ci, dûment convoqué, ne se présente pas à l'audience.

L'étranger est assisté de son avocat s'il en a un. Il peut demander au président ou à son délégué la désignation d'office d'un avocat.

**Art. 24.** — Les dispositions de l'article 34 de la présente loi peuvent être appliquées dès l'intervention de la décision de reconduite à la frontière. Cette décision ne peut être exécutée avant l'expiration d'un délai de quarante huit heures suivant sa notification ou, si le président du tribunal administratif est saisi, avant qu'il n'ait statué.

Si la décision de reconduite à la frontière est annulée, il est immédiatement mis fin aux mesures de surveillance prévues à l'article 34 ci-dessous, et l'étranger est muni d'une autorisation provisoire de séjour jusqu'à ce qu'une décision relative à sa situation soit de nouveau prononcée par l'administration.

Le jugement du président du tribunal administratif est susceptible d'appel devant la chambre administrative de la Cour Suprême dans un délai d'un mois à compter de la date de notification. Cet appel n'est pas suspensif.

Dès notification de la décision de reconduite à la frontière, l'étranger est immédiatement mis en mesure d'avertir un avocat, le consulat de son pays ou une personne de son choix.



## Chapitre IV

### De l'expulsion

**Art. 25.** — L'expulsion peut être prononcée par l'administration si la présence d'un étranger sur le territoire marocain constitue une menace grave pour l'ordre public sous réserve des dispositions de l'article 26 ci-dessous.

La décision d'expulsion peut à tout moment être abrogée ou rapportée.

**Art. 26.** — Ne peuvent faire l'objet d'une décision d'expulsion :

1. l'étranger qui justifie par tous moyens résider au Maroc habituellement depuis qu'il a atteint au plus l'âge de six ans ;

2. l'étranger qui justifie par tous moyens résider au Maroc habituellement depuis plus de quinze ans ;

3. l'étranger qui réside régulièrement sur le territoire marocain depuis plus de dix ans, sauf s'il a été étudiant pendant toute cette période;

4. l'étranger, marié depuis au moins un an, avec un conjoint marocain;

5. l'étranger qui est père ou mère d'un enfant marocain résidant au Maroc, qui a acquis la nationalité marocaine par le bienfait de la loi, en application des dispositions de l'article 9 du dahir n° 1.58.250 du 21 Safar 1378 (6 septembre 1958) portant code de la nationalité marocaine, à condition qu'il exerce effectivement la tutelle légale à l'égard de cet enfant et qu'il subviennne à ses besoins;

6. l'étranger résidant régulièrement au Maroc sous couvert de l'un des titres de séjour prévus par la présente loi ou les conventions internationales, qui n'a pas été condamné définitivement à une peine au moins égale à un an d'emprisonnement sans sursis.

7. la femme étrangère enceinte

8. l'étranger mineur.

Aucune durée n'est exigée pour l'expulsion si la condamnation a pour objet une infraction relative à une entreprise en relation avec le terrorisme, aux mœurs ou aux stupéfiants.

**Art. 27.** — Lorsque l'expulsion constitue une nécessité impérieuse pour la sûreté de l'Etat, ou pour la sécurité publique, elle peut être prononcée par dérogation à l'article 26, de la présente loi.

## Chapitre V

### Dispositions communes à la reconduite à la frontière et à l'expulsion

**Art. 28.** — La décision prononçant l'expulsion d'un étranger peut être exécutée d'office par l'administration. Il en est de même de la décision de reconduite à la frontière, qui n'a pas été contestée devant le président du tribunal administratif ou son délégué en sa qualité de juge des référés, dans le délai prévu à l'article 23 de la présente loi, ou qui n'a pas fait l'objet d'une annulation en première instance ou en appel, dans les conditions fixées au même article.

**Art. 29.** — L'étranger qui fait l'objet d'une décision d'expulsion ou qui doit être reconduit à la frontière, est éloigné :

- a. à destination du pays dont il a la nationalité, sauf si le statut de réfugié lui a été reconnu, ou s'il n'a pas encore été statué sur sa demande d'asile ;
- b. à destination du pays qui lui a délivré un document de voyage en cours de validité ;
- c. à destination d'un autre pays, dans lequel il est légalement admissible.

Aucune femme étrangère enceinte et aucun mineur étranger ne peuvent être éloignés.

Un étranger ne peut être éloigné à destination d'un pays s'il établit que sa vie ou sa liberté y sont menacées ou qu'il y est exposé à des traitements inhumains, cruels ou dégradants.

**Art. 30.** — La décision fixant le pays de renvoi constitue une décision distincte de la mesure d'éloignement elle-même.

Le recours contre cette décision n'a pas d'effet suspensif dans les conditions prévues à l'article 24 si l'intéressé n'a pas formé le recours prévu à l'article 28 ci-dessus contre la décision d'expulsion ou de reconduite prononcée à son encontre.

**Art. 31.** — L'étranger qui fait l'objet d'une décision d'expulsion, ou qui doit être reconduit à la frontière et qui justifie être dans l'impossibilité de quitter le territoire marocain en établissant qu'il ne peut regagner son pays d'origine ou se rendre dans un autre pays, pour les raisons indiquées au dernier alinéa de l'article 29, peut, par dérogation à l'article 34 ci-dessous, être astreint à résider dans les lieux qui lui sont fixés par l'administration. Il doit se présenter périodiquement aux services de Police ou à ceux de la Gendarmerie Royale.

La même mesure peut, en cas de nécessité urgente, être appliquée aux étrangers qui font l'objet d'une proposition d'expulsion émanant de l'administration. Dans ce cas, la mesure ne peut excéder un mois.

La décision est prise, en cas d'expulsion, par l'administration.

**Art. 32.** — Il ne peut être fait droit à une demande de relèvement d'une interdiction du territoire ou d'abrogation d'une décision d'expulsion ou de reconduite à la frontière, présentée après l'expiration du délai de recours administratif, que si le ressortissant étranger réside hors du Maroc. Toutefois, cette disposition ne s'applique pas pendant la période où le ressortissant étranger subit au Maroc une peine privative de liberté ou fait l'objet d'une décision d'assignation à résidence prise en application de l'article 31.

**Art. 33.** — L'étranger qui a fait l'objet d'une mesure administrative de reconduite à la frontière et qui saisit le tribunal administratif, en sa qualité de juge des référés, peut assortir son recours d'une demande de sursis à exécution.

## Chapitre VI

### Dispositions diverses

**Art. 34.** — Peut être maintenu, s'il y a nécessité absolue, par décision écrite et motivée de l'administration, dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, pendant le temps strictement nécessaire à son départ, l'étranger qui :

1. n'est pas en mesure de déférer immédiatement à la décision lui refusant l'autorisation d'entrer sur le territoire marocain ;
2. faisant l'objet d'une décision d'expulsion, ne peut quitter immédiatement le territoire marocain ;
3. devant être reconduit à la frontière et qui ne peut quitter immédiatement le territoire marocain.

L'étranger est immédiatement informé de ses droits, par l'intermédiaire d'un interprète, le cas échéant.

Le procureur du Roi est immédiatement informé.

Les sièges des locaux visés au présent article et les modalités de leur fonctionnement et de leur organisation sont fixés par voie réglementaire.

**Art. 35.** — Quand un délai de vingt quatre heures s'est écoulé depuis la décision de maintien, le président du tribunal de première instance ou son délégué est saisi. Il lui appartient de statuer par ordonnance, en présence du représentant du Ministère Public, après audition du représentant de l'administration, si celui-ci dûment convoqué est présent, de l'intéressé en présence de son avocat, s'il en a un, ou ledit avocat dûment averti, sur une ou plusieurs des mesures de surveillance et de contrôle nécessaires au départ de l'intéressé.

Les mesures visées sont :

1. la prolongation du maintien dans les locaux visés au premier alinéa de l'article 34 ci-dessus ;
2. l'assignation à résidence après remise aux services de police ou de la gendarmerie royale du passeport et de tous documents justificatifs de l'identité. Un récépissé valant justification de l'identité et sur lequel est portée la mention de la mesure d'éloignement en instance d'exécution, est délivré à l'intéressé.

L'ordonnance de prolongation du maintien court à compter de l'expiration du délai de vingt quatre heures, fixé au premier alinéa ci-dessus.

L'application de ces mesures prend fin au plus tard à l'expiration d'un délai de 15 jours, à compter de l'ordonnance mentionnée ci-dessus.

Ce délai peut être prorogé d'une durée maximale de 10 jours par ordonnance du président du tribunal de première instance ou du magistrat délégué, en sa qualité de juge des référés, et dans les formes indiquées ci-dessus, en cas d'urgence absolue ou de menaces d'une particulièrement gravité pour l'ordre public. Il peut l'être aussi lorsque l'étranger n'a pas présenté à l'autorité administrative compétente de documents de voyage permettant l'exécution des mesures prévues au

1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> alinéa du présent article et que des éléments de fait montrent que ce délai supplémentaire est de nature à permettre l'obtention de ce document.

Lesdites ordonnances sont susceptibles d'appel devant le premier président de la cour d'appel, ou son délégué, qui est saisi sans formes et doit statuer, le délai courant à compter de sa saisine, dans les quarante huit heures.

Outre l'intéressé et le ministère public, le droit d'appel appartient au wali et au gouverneur. Ce recours n'est pas suspensif.

Il est tenu dans tous les locaux, recevant des personnes maintenues au titre de l'article 34 et du présent article, un registre mentionnant l'état civil de ces personnes ainsi que les conditions de leur maintien. Elles font l'objet de toutes mesures et opérations permettant leur identification.

**Art. 36.** — Pendant toute la durée du maintien de l'étranger, le procureur du Roi est tenu de se transporter sur les lieux, vérifier les conditions du maintien et se faire communiquer le registre prévu au dernier alinéa de l'article 35 ci-dessus.

Pendant cette même période, l'intéressé peut demander l'assistance d'un interprète, d'un médecin ou d'un avocat, et peut, s'il le désire, communiquer avec le consulat de son pays ou avec une personne de son choix, il en est informé au moment de la notification de la décision de maintien. Mention est faite sur le registre, prévu ci-dessus, émargé par l'intéressé.

**Art. 37.** — Lorsque l'entrée au territoire marocain par voie aérienne ou maritime est refusée à un étranger, l'entreprise de transport qui l'a acheminé est tenue de ramener cet étranger, sans délai, à la requête des autorités compétentes chargées du contrôle des personnes à la frontière, au point où il a commencé à utiliser le moyen de transport de cette entreprise, ou, en cas d'impossibilité, dans le pays qui a délivré le document de voyage avec lequel il a voyagé, ou en tout autre lieu où il peut être admis.

Les dispositions de l'alinéa précédent sont applicables lorsque l'entrée au territoire marocain est refusée à un étranger en transit :

1. si l'entreprise de transport qui devait l'acheminer dans le pays de destination ultérieure refuse de l'embarquer ;
2. si les autorités du pays de destination lui ont refusé l'entrée et l'ont renvoyé au Maroc.

Lorsqu'un refus d'entrée a été prononcé pour défaut de l'un des documents visés à l'article 3 ci-dessus, et à compter de la prise de la décision, les frais de séjour de l'étranger, pendant le délai nécessaire à son réacheminement, ainsi que les frais de réacheminement, incombent à l'entreprise de transport qui l'a débarqué au Maroc.

**Art. 38.** — L'étranger qui arrive au territoire marocain, par voie maritime ou aérienne, et qui n'est pas autorisé à y entrer, ou demande son admission au titre de l'asile, peut être maintenu dans la zone d'attente du port ou de l'aéroport pendant le temps strictement nécessaire à son départ ou à l'examen tendant à déterminer si sa demande n'est pas manifestement infondée.

La zone d'attente est délimitée par l'administration. Elle s'étend des points d'embarquement et de débarquement à ceux où sont effectués les contrôles de personnes. Elle peut inclure, sur l'emprise du port ou de l'aéroport, un ou plusieurs lieux d'hébergement assurant aux étrangers concernés les prestations nécessaires.

Le maintien en zone d'attente est prononcé pour une durée qui ne peut excéder quarante huit heures par une décision écrite et motivée de l'administration. Cette décision est inscrite sur un registre mentionnant l'état civil de l'intéressé ainsi que la date et l'heure de la notification de la décision de maintien. Elle est portée sans délai à la connaissance du Procureur du Roi. Elle peut être renouvelée dans les mêmes conditions et pour la même durée.

L'étranger est libre de quitter à tout moment la zone d'attente pour toute destination située hors du Maroc. Il peut demander l'assistance d'un interprète et d'un médecin et communiquer avec un avocat ou toute personne de son choix.

Le maintien en zone d'attente au-delà de quatre jours, à compter de la décision initiale, peut être autorisé par le président du tribunal de première instance ou un magistrat du siège délégué par lui, en sa qualité de juge des référés, pour une durée qui ne peut être supérieure à huit jours. L'autorité administrative expose dans sa saisine les raisons pour lesquelles l'étranger n'a pu être rapatrié ou, s'il a demandé l'asile, il n'a pu être admis, et le délai nécessaire pour assurer son départ de la zone d'attente. Le président du tribunal ou son délégué statue après audition de l'intéressé, en présence de son avocat s'il en a un, ou celui-ci dûment averti. L'étranger peut également demander au président ou à son délégué le concours d'un interprète et la communication de son dossier.

L'ordonnance rendue par le président ou son délégué est susceptible d'appel sans formes devant le premier président de la Cour d'Appel ou son délégué. Celui-ci doit statuer dans les quarante-huit heures de sa saisine. Le droit d'appel appartient à l'intéressé, au ministère public et au représentant de l'autorité administrative locale. L'appel n'est pas suspensif.

A titre exceptionnel, le maintien en zone d'attente au delà de douze jours peut être renouvelé, dans les conditions prévues au 5<sup>e</sup> alinéa du présent article, par le président du tribunal de première instance ou son délégué, pour une durée qu'il détermine et qui ne peut être supérieure à huit jours.

Pendant toute la durée du maintien en zone d'attente, l'étranger dispose des droits qui lui sont reconnus au présent article. Le procureur du Roi ainsi que le président du tribunal de première instance ou son délégué, peuvent se rendre sur place pour vérifier les conditions de ce maintien et se faire communiquer le registre mentionné au 3<sup>e</sup> alinéa du présent article.

Si le maintien en zone d'attente n'est pas prolongé au terme du délai fixé par la dernière décision de maintien, l'étranger est autorisé à entrer sur le territoire marocain sous couvert d'un visa de régularisation de huit jours. Il devra avoir quitté le territoire marocain à l'expiration de ce délai,

sauf s'il obtient une autorisation provisoire de séjour ou un récépissé de demande de carte d'immatriculation.

Les dispositions du présent article s'appliquent également à l'étranger qui se trouve en transit dans un port ou un aéroport si l'entreprise de transport qui devait l'acheminer dans le pays de destination ultérieure refuse de l'embarquer ou si les autorités du pays de destination lui ont refusé de l'embarquer ou si les autorités du pays de destination lui ont refusé l'entrée et l'ont renvoyé au Maroc.

**Art. 39.** — Tout étranger résident au Maroc, quelle que soit la nature de son titre de séjour, peut quitter librement le territoire national à l'exception de l'étranger à l'encontre duquel est prononcée une décision administrative l'obligeant à déclarer à l'autorité administrative son intention de quitter le territoire marocain.

## Chapitre VII Circulation des étrangers

**Art. 40.** — L'étranger doit être en mesure de présenter à toute réquisition des agents de l'autorité et des services chargés du contrôle, les pièces et documents sous le couvert desquels il est autorisé à séjourner sur le territoire marocain.

Lorsqu'un étranger est autorisé à séjourner au Maroc, sous couvert d'un titre de voyage, revêtu d'un visa requis pour les séjours n'excédant pas trois mois, ce visa peut être annulé si l'étranger exerce au Maroc une activité lucrative, sans avoir été régulièrement autorisé, ou s'il existe des indices concordants permettant de présumer que l'intéressé est venu au Maroc pour s'y établir, ou si son comportement trouble l'ordre public.

**Art. 41.** — Sous réserves des dispositions de l'article 40 ci-dessus, les étrangers séjournent et circulent sur l'ensemble du territoire marocain.

Toutefois, lorsqu'un étranger, non titulaire de la carte de résidence doit, en raison de son attitude ou de ses antécédents, être soumis à une surveillance spéciale, l'administration peut lui interdire de résider dans une ou plusieurs provinces ou préfectures ou lui indiquer, à l'intérieur de ces dernières, une ou plusieurs circonscriptions de son choix. Mention de la décision est portée sur le titre de séjour de l'intéressé.

Les étrangers visés à l'alinéa précédent ne peuvent se déplacer en dehors de la zone de validité de leur titre de séjour sans être munis d'un sauf conduit délivré par les services de police ou, à défaut, ceux de la gendarmerie royale, compétentes au niveau de leur lieu de résidence.

## Chapitre VIII Dispositions pénales

**Art. 42.** — Est puni d'une amende de 2 000 à 20 000 Dh et d'un emprisonnement de un à six mois, ou de l'une de ces deux peines seulement tout étranger pénétrant ou tentant de pénétrer sur le territoire marocain,

en violation des dispositions de l'article 3 de la présente loi, ou qui s'est maintenu sur le territoire marocain au delà de la durée autorisée par son visa, sauf cas de force majeure ou excuses reconnues valables. En cas de récidive, la peine est portée au double.

L'autorité administrative peut, toutefois, décider eu égard aux impératifs découlant de la sécurité et de l'ordre public, d'expulser l'étranger vers le pays dont il est ressortissant ou vers un autre pays, selon le souhait formulé par l'intéressé.

**Art. 43.** — Est puni d'une amende de 5 000 à 30 000 Dh et d'un emprisonnement de un mois à un an, ou l'une de ces deux peines seulement tout étranger qui réside au Maroc sans être titulaire de la carte d'immatriculation ou de la carte de résidence prévues par la présente loi. En cas de récidive, la peine est portée au double.

**Art. 44.** — Est puni d'une amende de 3 000 à 10 000 Dh et d'un emprisonnement de un mois à six mois, ou de l'une de ces deux peines seulement tout étranger dont la carte d'immatriculation ou la carte de résidence est arrivée à expiration et qui ne formule pas, dans les délais prescrits par la loi, une demande de renouvellement, sauf cas de force majeure ou d'excuses reconnues valables. En cas de récidive, la peine est portée au double.

**Art. 45.** — Est puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans tout étranger qui se sera soustrait ou qui aura tenté de se soustraire à l'exécution d'une décision d'expulsion ou d'une mesure de reconduite à la frontière ou qui, expulsé ou ayant fait l'objet d'une interdiction du territoire marocain, aura pénétré de nouveau sans autorisation sur ce territoire. En cas de récidive, la peine est portée au double.

Le tribunal peut, en outre, prononcer à l'encontre du condamné l'interdiction du territoire marocain pour une durée de deux à dix ans.

L'interdiction du territoire marocain emporte de plein droit reconduite à la frontière à l'expiration de la peine d'emprisonnement du condamné.

**Art. 46.** — Est puni d'une amende de 3 000 à 10 000 Dh et d'un emprisonnement de trois mois à un an, ou de l'une de ces deux peines seulement l'étranger qui n'a pas rejoint dans les délais prescrits la résidence qui leur est assignée en vertu des dispositions de l'article 31 ou qui, ultérieurement, a quitté cette résidence sans autorisation.

**Art. 47.** — Est puni d'une amende de 1 000 à 3 000 Dh l'étranger qui n'a pas déclaré le changement de son lieu de résidence, conformément au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 10 et au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 18 ci-dessus.

Est puni d'une amende de 3 000 à 10 000 Dh et d'un emprisonnement de trois mois à un an, ou de l'une de ces deux peines seulement l'étranger qui a établi son domicile ou qui séjourne dans une circonscription territoriale en infraction aux dispositions de l'article 4.

**Art. 48.** — Est puni d'une amende de 5 000 à 10 000 Dh par passager, le transporteur ou l'entreprise de transport, qui débarque sur le territoire marocain, en provenance d'un autre Etat, un étranger démuné du document

de voyage, et le cas échéant, du visa requis par la loi ou l'accord international qui lui est applicable en raison de sa nationalité.

L'infraction est constatée par un procès verbal établi par un officier de police judiciaire. Copie du procès verbal est remise au transporteur ou à l'entreprise de transport intéressée.

Le transporteur ou l'entreprise de transport a accès au dossier. Il est mis à même de présenter ses observations écrites dans un délai d'un mois.

L'amende n'est pas infligée lorsque :

1. l'étranger qui demande l'asile a été admis sur le territoire marocain ou lorsque la demande d'asile n'était pas manifestement infondée ;
2. le transporteur ou l'entreprise de transport établit que les documents requis lui ont été présentés, au moment de l'embarquement, ou lorsque les documents présentés ne comportent pas un élément d'irrégularité manifeste ;
3. le transporteur ou l'entreprise n'a pu procéder, au moment de l'embarquement, à la vérification du document de voyage et le cas échéant du visa des passagers empruntant ses services, à condition d'avoir justifié d'un contrôle à l'entrée sur le territoire marocain.

**Art. 49.** — Toute personne condamnée est dans le cas de récidive si elle a commis l'un des actes mentionnés aux articles 46 à 48 ci-dessus durant les cinq ans qui suivent la date d'un jugement ayant acquis la force de la chose jugée prononcé à son encontre pour des actes similaires.

## Titre II

### **Infractions relatives à l'émigration et l'immigration irrégulières**

**Art. 50.** — Est punie d'une amende de 3 000 à 10 000 Dh et d'un emprisonnement de un mois à six mois, ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice des dispositions du code pénal applicable en la matière, toute personne qui quitte le territoire marocain d'une façon clandestine, en utilisant, au moment de traverser l'un des postes frontières terrestres, maritimes ou aériens, un moyen frauduleux pour se soustraire à la présentation des pièces officielles nécessaires ou à l'accomplissement des formalités prescrites par la loi et les règlements en vigueur, ou en utilisant des pièces falsifiées ou par usurpation de nom, ainsi que toute personne qui s'introduit dans le territoire marocain ou le quitte par des issues ou des lieux autres que les postes frontières créés à cet effet.

**Art. 51.** — Est puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de 50 000 à 500 000 Dh toute personne, qui prête son concours ou son assistance pour l'accomplissement des faits visés ci-dessus, si elle exerce un commandement des forces publiques ou en fait partie, ou qu'elle est chargée d'une mission de contrôle, ou si cette personne est l'un des responsables ou des agents ou employés dans les transports terrestres, maritimes ou aériens, ou dans tout autre moyen de transport, quelque soit le but de l'utilisation de ce moyen de transport.



**Art. 52.** — Est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 50 000 à 500 000 Dh quiconque organise ou facilite l'entrée ou la sortie des nationaux ou des étrangers de manière clandestine du territoire marocain, par l'un des moyens visés aux deux articles précédents, notamment en effectuant leur transport, à titre gratuit ou onéreux.

Le coupable est puni de la réclusion de dix ans à quinze ans et d'une amende de 500 000 à 1 000 000 de Dh lorsque les faits prévus au 1<sup>er</sup> alinéa du présent article sont commis de manière habituelle.

Sont punis des mêmes peines les membres de toute association ou entente, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre les faits susvisés.

Les dirigeants de l'association ou de l'entente, ainsi que ceux qui y ont exercé ou qui y exercent un commandement quelconque, sont punis des peines prévues par le deuxième alinéa de l'article 294 du code pénal.

S'il résulte du transport des personnes dont l'entrée ou la sortie clandestine du territoire marocain est organisée, une incapacité permanente, la peine prévue au premier alinéa ci-dessus est la réclusion de quinze ans à vingt ans.

La peine est la réclusion perpétuelle, lorsqu'il en est résulté la mort.

**Art. 53.** — En cas de condamnation pour l'un des crimes prévus au présent titre, la juridiction doit ordonner la confiscation des moyens de transport utilisés pour commettre l'infraction, qu'ils soient utilisés pour le transport privé, public ou à la location, à condition que ces moyens de transport soient la propriété des auteurs de l'infraction, de leurs complices ou des membres de l'association de malfaiteurs, même ceux qui n'ont pas participé à l'infraction, ou la propriété d'un tiers, qui savait qu'ils ont été utilisés ou seront utilisés pour commettre l'infraction.

**Art. 54.** — La personne morale reconnue coupable de l'une des infractions prévues au présent titre est punie d'une amende de 10 000 à 1 000 000 Dh.

En outre, la personne morale est condamnée à la confiscation prévue à l'article 52 ci-dessus.

**Art. 55.** — La juridiction peut ordonner la publication d'extraits de sa décision de condamnation dans trois journaux, expressément désignés par cette juridiction. Elle peut également ordonner l'affichage de cette décision à l'extérieur des bureaux de la personne condamnée ou des locaux occupés par elle, aux frais de celle-ci.

**Art. 56.** — Les juridictions du Royaume sont compétentes pour statuer sur toute infraction prévue par le présent titre, même lorsque l'infraction ou certains éléments constitutifs de cette infraction ont été commis à l'étranger.

La compétence des juridictions du Royaume s'étend à tous les actes de participation ou de recel même si ces actes ont été commis en dehors du territoire national par des étrangers.

## Titre III

**Dispositions transitoires**

**Art. 57.** — Les personnes titulaires d'un titre de séjour doivent en demander le renouvellement dans un délai de six mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi. Les personnes qui séjournent au Maroc en violation des dispositions de la présente loi doit demander la régularisation de leur situation dans un délai de deux mois à partir de la date de son entrée en vigueur. Passée cette date, les peines prévues ci-dessus leur seront applicables.

**Art. 58.** — La présente loi entre en vigueur à compter de la date de sa publication au Bulletin officiel. Elle abroge toutes les dispositions relatives au même objet, notamment celles du :

- dahir du 7 chabaane 1353 (13 novembre 1934) réglementant l'immigration en zone française du Maroc ;
- dahir du 21 kaada 1358 (2 janvier 1940) réglementant le séjour de certaines personnes ;
- dahir du 19 rabii II 1360 (16 mai 1941) relatif aux autorisations de séjour ;
- dahir du 1<sup>er</sup> kaada 1366 (17 septembre 1947) relatif aux mesures de contrôle établies dans l'intérêt de la sécurité publique ;
- dahir du 16 moharram 1369 (8 novembre 1949) portant réglementation de l'émigrations des travailleurs marocains.

Commentaire succinct quant à la motivation d'une telle loi :

Une loi de cette nature pouvait répondre à 4 objectifs principaux, essentiellement d'ordre interne :

1. un objectif démographique, en évitant que la population étrangère ne dépasse un certain seuil (que certains avaient appelé, notamment en France, « seuil de tolérance ») ;
2. un objectif économique, en évitant, par exemple, le phénomène de contrebande qui serait le fait des populations étrangères en situation irrégulière ;
3. un objectif social, en évitant que la population active étrangère ne destructure davantage le marché local de l'emploi ;
4. un objectif de sécurité publique, la population étrangère, qui plus est, en situation irrégulière, étant considérée, a priori, porteuse de relents délictueux.

Dans le cas d'espèce, on constate pour chacun de ces niveaux, que :

1. La population étrangère d'origine subsaharienne constituerait moins de 0,07 % de la population marocaine totale, et la population étrangère dans sa globalité en représenterait moins de 0,26 %, soit, en proportion, entre 35 et 40 fois moins que la population étrangère dans des pays comme l'Autriche ou l'Allemagne. Et, aussi, en proportion également, 38 fois moins, pour ce qui concerne les Subsahariens, que la population

marocaine vivant à l'étranger en rapport avec la population marocaine vivant au Maroc ; puisqu'on estime qu'aujourd'hui près de 3 millions de Marocains vivaient à l'étranger pour une population estimée, selon les premiers résultats du recensement général de la population et de l'habitat organisé au Maroc en septembre 2004, à un peu moins de 30 millions de personnes.

A ce propos, en effet, comment peut-on valablement penser que 5 000 à 15 000 (ou même 30 000) personnes étrangères sur un territoire, y compris en situation irrégulière, représentent un danger démographique pour un pays qui a lui-même près de 3 millions de ses nationaux à l'extérieur de ses frontières, dont une partie importante est effectivement en situation de "clandestinité".

2. S'agissant du phénomène de la contrebande, qui constitue un véritable cancer pour l'économie marocaine, notamment à partir de la frontière nord du pays, personne n'a jamais vu un Africain du sud du Sahara rentrer au Maroc par Bab Sebta, par exemple, après avoir quitté le pays clandestinement, avec des marchandises en provenance d'Espagne, et très peu accèdent au territoire marocain par sa frontière orientale avec un quelconque objectif de s'adonner à des "activités commerciales", tellement ils sont impécunieux et tellement ils sont en situation de précarité et n'ont qu'un seul objectif en tête, partir au plus vite en Europe, puis ailleurs, si besoin.

3. Concernant les effets de la population étrangère sur le marché local de l'emploi, et à supposer que toute la population subsaharienne présente au Maroc soit occupée – ce qu'elle ne recherche pas et qui relèverait dans tous les cas de l'impossible – cela ne représenterait au maximum que 0,2 % de la population active totale marocaine évaluée actuellement à près de 10 millions de personnes.

4. Par ailleurs, avec une population incarcérée d'origine subsaharienne dont la proportion se situe à près de 0,2 % de la population totale passée par les prisons marocaines en 2001, par exemple, les Africains subsahariens sont, dans le cas d'espèce, et pour divers motifs, loin de ce qu'on pourrait qualifier de criminels ou, plus largement, de délinquants en puissance. Ce qui correspond, au demeurant, exactement aux qualificatifs accolés très souvent à la population marocaine vivant à l'étranger, en Europe notamment.